

**Bureau VERITAS CONSTRUCTION**  
5 Avenue du Sénateur Girard  
59300 VALENCIENNES

Tél : +33608367275  
Mél : sylvain.sailly@bureauveritas.com

N° affaire : 18138601\_1-8XKN77Q

**Mission** : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

**Opération :**  
*Opération :* **CREATION ESPACES CONSULTATIONS  
EXTERNES CH AVESNES SUR HELPE  
CH DU PAYS D'AVESNES  
46 Rte d'Haut Lieu**

**Destinataire :**  
CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D AVESNES  
Dany IGRAS  
ROUTE DE HAUT LIEU  
59363 AVESNES SUR HELPES CEDEX




## Plan Général de Coordination

# P.G.C.

**Opération de catégorie : 2**



### Présence d'Amiante

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
08/01/2025	Rev0	Edition du PGC	Sylvain SAILLY 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	6
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	6
1.1.4. Démarche environnementale .....	6
1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s) .....	6
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	6
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>6</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>7</b>
<b>2.1. Principe des séquences d'interventions .....</b>	<b>7</b>
<b>2.2. Inspections Communes .....</b>	<b>7</b>
<b>2.3. PPSPS .....</b>	<b>7</b>
2.3.1. Pénalités .....	8
<b>2.4. Sous-traitance .....</b>	<b>9</b>
2.4.1. Déclaration des sous-traitants .....	9
2.4.2. Transmission du PGC .....	9
2.4.3. Obligation du sous-traitant .....	9
<b>2.5. Intérimaires .....</b>	<b>9</b>
<b>2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>10</b>
<b>2.7. Travailleurs indépendants .....</b>	<b>10</b>
<b>2.8. Protections individuelles .....</b>	<b>10</b>
<b>2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers .....</b>	<b>10</b>
<b>2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>11</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>12</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>12</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>12</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	12
3.2.2. Accès .....	12
3.2.3. Circulations .....	13
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	15
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	16
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>16</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	16
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	16
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>17</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>18</b>
<b>4.1. Définition des séquences d'interventions .....</b>	<b>18</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>24</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>46</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	46
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	57
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	57
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	58
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>58</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	58
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	58
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>58</b>

4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	58
4.5.2. Travaux superposés .....	59
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	59
4.5.4. Protection contre le bruit .....	59
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	60
4.5.6. Travaux en hauteur .....	60
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	60
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	61
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>61</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	62
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	62
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	62
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	62
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>62</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>63</b>
<b>5.1. Stockages sur le chantier .....</b>	<b>63</b>
<b>5.2. Nettoyage .....</b>	<b>63</b>
<b>5.3. Enlèvement des déchets .....</b>	<b>63</b>
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	63
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	64
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	64
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>65</b>
<b>6.1. Déclarations particulières .....</b>	<b>65</b>
<b>6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....</b>	<b>65</b>
<b>6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....</b>	<b>66</b>
<b>6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....</b>	<b>66</b>
<b>6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion) .....</b>	<b>66</b>
<b>6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....</b>	<b>66</b>
<b>6.7. Locaux témoins .....</b>	<b>68</b>
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>69</b>
<b>7.1. Téléphone de secours .....</b>	<b>69</b>
<b>7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....</b>	<b>69</b>
<b>7.3. Travail isolé .....</b>	<b>69</b>
<b>7.4. Procédure d'organisation des secours .....</b>	<b>69</b>
<b>7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....</b>	<b>69</b>
<b>7.6. Point de rencontre secours .....</b>	<b>70</b>
<b>7.7. Modèle de fiche de secours .....</b>	<b>71</b>
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>72</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

DCE

**RAPPORT AMIANTE AVANT TRAVAUX => présence d'amiante**

## **REUNIONS**

## 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

### 1.1. Présentation du projet

#### 1.1.1. Objet de l'opération

Le travaux consistent en l'aménagement d'un service de consultation externe au sein d'une partie du bâtiment M du centre hospitalier d'Avesnes.

Une partie de bâtiment aménagée est encore et restera exploitée pendant les travaux

#### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Lots séparés

#### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 11 juillet 2025

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux:

#### 1.1.4. Démarche environnementale

Pas de démarche environnementale spécifique

#### 1.1.5. Prévision du nombre d'entreprises et de leur(s) sous-traitant(s)

Nombre de lots (estimation) : 08 lots

#### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 15 personnes en pointe

### 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maîtrise d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER DU PAYS D AVESNES	ROUTE DE HAUT LIEU 59363 AVESNES SUR HELPE CEDEX	dany.igras@ch-avesnes.fr	Dany IGRAS
Bureau d'étude	ETBE	2, rue du Tivoli, 59600 MAUBEUGE	07 66 58 59 77 c.delannoy@etbe-ing.com	Claude DELANNOY
Coordonnateur SPS	Bureau VERITAS CONSTRUCTION	5 Avenue du Sénateur Girard 59300 VALENCIENNES	06 08 36 72 75 sylvain.sailly@bureauverit as.com	Sylvain SAILLY
Inspection du travail	inspection du travail Unité de Contrôle Hainaut SAMBRE AVESNOIS	Les Tertiales Rue Marc Lefrancq B.P. 487 59321 VALENCIENNES Cedex	ddets-uc8@nord.gouv.fr	Madame, Monsieur
CARSAT	CARSAT HAUTS DE FRANCE	11 allée VAUBAN 59650 VILLENEUVE D'ASCQ	06 30 61 60 78 cecile.thuilliez@carsat- nordpicardie.fr	CECILE THUILLIEZ
OPPBTP	OPPBTP	Agence Nord Pas-de- Calais Parc Europe - Bâtiment 10 340, Avenue de la Marne 59700 MARCQ EN BAROEUL	06 17 36 33 26 c.schiaratura@oppbtp.fr	Christophe SCHIARATURRA

Liste complète des entreprises en pièce jointe

## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Principe des séquences d'interventions

Les séquences permettent d'identifier les principaux risques ayant une influence sur le calendrier détaillé des travaux et l'organisation du travail des entreprises concernées pour définir les mesures de prévention à mettre en œuvre et de préparer les Inspections Communes.

Le chantier se décompose en séquences successives.

### 2.2. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

**Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

- **L'inspection Commune devra être programmée avec le CSPS en respectant un délai de prévenance incompressible de 8 jours ouvrés (art R.4532-62 du Code du Travail).**
- **L'inspection Commune sera faite en présence du titulaire du lot.**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.3. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

### 2.3.1. Pénalités

Chaque entreprise (y compris les travailleurs indépendants et les sous-traitants) est soumise à l'obligation de fournir au Coordonnateur Réalisation un Plan Particulier Sécurité et Protection de la Santé (P.P.S.P.S.) dans les 30 jours après la notification de son contrat et avant le début de son intervention. Un canevas pour l'établissement du PPSPS est disponible sur demande auprès du CSPS

**Le PPSPS, avenant ou mode opératoire sera fourni au plus tard 10 jours avant démarrage . PPSPS à diffuser au CSPS uniquement par mail. les courriers ou documents papiers ne seront pas pris en considération**

Toutes nouvelles tâches, modification de mode opératoire, modification d'environnement, non prévus initialement dans le PPSPS ou mode opératoire, devra faire systématiquement l'objet d'un avenant. (à faire harmoniser dans les mêmes conditions que le PPSPS)

Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, établi par l'entrepreneur, devra notamment définir la méthode d'exécution, les équipements de travail et de protection mis en œuvre ainsi que les instructions nécessaires au personnel. Les méthodes de mise en œuvre s'appuieront utilement sur des schémas explicites.

Préciser les modalités d'accueils des livreurs, Préciser risques propres, exportés / importés, Intégrer les règles et recommandations propres au site, Préciser dans le PPSPS les modalités de manutention / stockage du matériel retenu, Prendre en compte l'ensemble des activités (Phases, risques et moyens de prévention), Prévoir une analyse de risques pour chaque activité, en vue de mettre en œuvre les mesures de prévention, Découper en phases chronologiques, préciser pour chaque phases quels sont les risques, moyens d'évitement. Prévoir additif en cas de travaux non prévus initialement, modification de l'environnement ou du poste de travail,

Les entreprises ayant recours à des prestataires de services devront les informer par écrit des dispositions prises sur le chantier concernant la sécurité des personnes, les circulations dans l'emprise du chantier, l'organisation du trafic et les protections individuelles dont les personnels de ces entreprises devront être équipés, ... c'est-à-dire de l'ensemble des risques auxquels il peut être confronté, avec les mesures de prévention associées.

Ils devront, notamment, organiser une visite préalable des lieux d'intervention des prestataires de service, leur remettre et commenter tout document utile à la sécurité des prestataires (plan d'installation de chantier, PPSPS, ...).

A l'issue de cette visite de chantier, Les risques induits par le prestataire et les mesures de prévention associées, doivent être repris dans le ppsps de l'entreprise demandeuse. Sinon un avenant au ppsps est à établir, préalablement à la prestation, avec harmonisation par le CSPS.

Tous les PPSPS et documents de sécurité associés aux interventions doivent être en français et traduit dans la langue de chacune des nationalités employées. De même, les formations à la sécurité doivent être réalisées dans la langue de ces travailleurs par une personne compétente à la charge de l'employeur.

Un exemplaire à jour du PPSPS est tenu disponible en permanence sur le chantier; ainsi que les feuillets d'approbation et de prise en compte du PPSPS par chaque salarié de l'entreprise

Le PPSPS et ses mises à jour, devra être diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CARSAT, OPPBTP, ...)

### VISITE D'INSPECTION COMMUNE

Avant toute intervention sur le chantier, chaque entreprise (ou sous-traitant) est soumise à une visite d'inspection préalable accompagnée du coordonnateur (art. R4532-14 du code du travail.). Chaque entreprise prendra rendez-vous au moins dix jours avant son intervention avec le coordonnateur pour effectuer cette visite.

Le titulaire du marché sera représenté à chaque inspection commune avec son sous traitant y compris avec les sous traitants de 2ème niveau. Il en va de même pour les sous traitants avec leurs sous traitants de niveau inférieur.



**La VIC sera réalisée obligatoirement préalablement à l'opération (10 jours avant) et non le jour du démarrage, ne permettant pas de faire passer l'ensemble des consignes pour prise en compte dans les modes opératoires des entreprises**

**La sous-traitance de second rang est interdite**

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## **2.4. Sous-traitance**

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### **2.4.1. Déclaration des sous-traitants**

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### **2.4.2. Transmission du PGC**

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### **2.4.3. Obligation du sous-traitant**

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## **2.5. Intérimaires**

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,

- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.6. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.7. Travailleurs indépendants

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.8. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.9. Modalité d'accueil des salariés et salariés étrangers

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,  
**Contrat d'intérim** si pas de DUE,  
**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.10. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

#### du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence d'amiante"

##### Présence de plomb dans les existants

Sans objet

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Demandes de branchement à réaliser par le lot GO

L'attention des entreprises est attirée sur le fait que les travaux seront exécutés en milieu hospitalier méritant une protection au titre de la sauvegarde de l'environnement. Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes imposées aux travailleurs, aux riverains, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc..

L'accueil des livreurs devra se faire par le chef de chantier de l'entreprise concernée

L'accompagnement du véhicule de livraison par le chef de chantier tout au long du déplacement est obligatoire afin de permettre une surveillance renforcée et vérifier l'absence de tiers sur le cheminement. Les accès chantier seront définis par le Maître d'oeuvre sur proposition de chaque entreprise qui remettra lors de la réunion préparatoire les plans de circulation et de passage.

Lors de cette réunion seront définies les contraintes de :

- chantier, installations et stockages.
- accès secours (pompiers, SAMU...).

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Clôtures de chantier à mettre en place sur la totalité de l'emprise travaux afin de rendre le chantier clos et indépendant. (phasage suivant séquence d'avancement)

Toutes les zones d'intervention des entreprises seront clôturées et interdites au public, signalisation à prévoir en conséquence, panneaux chantier interdit au public...

Mise en œuvre d'une palissade pleine de chantier de 2 mètres de haut de type bardage ou ponctuellement des clôtures

=> A la charge de l'entreprise .

Le maître d'œuvre définira une organisation vis à vis de de l'ouverture et de la fermeture des accès au chantier de manière à ce que le chantier soit clos en dehors des heures d'activités.

Plan de chantier et plan de circulation à réaliser par l'entreprise et à mettre à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Celui-ci sera affiché sur le chantier par l'entreprise .

##### 3.2.2. Accès

**accès chantier uniquement par porte sortie de secours du bâtiment et non accès principal.**  
**Condamnation accès donnant sur circulation principale**

**Enregistrement du personnel entreprise au poste de sécurité entrée bâtiment M badge journalier => gestion via chef de chantier de chaque entreprise**

L'accès piétons doit être séparé des accès VL et PL. Le nettoyage de l'accès devra être assuré de façon récurrente => le lot GO/démolition pour la mise en place et gestion

Nettoyage des accès à réaliser plusieurs fois par jour : tout risque de chute de plain pied est à proscrire ; Les voiries environnantes également pour éviter tout risque d'accident. Mise en place d'une aire de rinçage des toupies et d'une aire de lavage avant sortie sur la route. Chaque titulaire de lot désignera une personne référent qui veillera au bon fonctionnement du nettoyage et du maintien en état des protections collectives.

La liste du personnel de toutes les entreprises, y compris sous-traitants ou indépendants, devra être tenue à jour sur un registre ou un tableau planning, par l'entreprise, et à disposition des organismes de prévention pour contrôle.

L'accès au chantier se fera par le portail

Les itinéraires poids lourds et engins de chantiers tant pour les approvisionnements que pour l'évacuation des déblais, devront recevoir l'accord des Services Municipaux et du Maître d'ouvrage.

L'entrepreneur a à sa charge l'établissement et l'entretien sur les voies ouvertes à la circulation au droit des entrées et des sorties de chantier, de la signalisation routière indispensable.

A sa charge aussi, le nettoyage des abords et chaussées.

Tout manquement de l'entrepreneur à ces obligations entraîne de plein droit, après constatation et mise en demeure restée sans effet, dans un délai de 24 heures :

la fermeture des accès de chantier, le nettoyage des voies ou le rétablissement de la signalisation, par une entreprise au choix du Maître d'oeuvre, aux frais et dépens de l'entrepreneur

### **3.2.3. Circulations**

Le chantier est desservi par des voies publiques avant l'entrée sur chantier. Les entreprises devront prendre toutes les dispositions afin d'assurer la continuité des cheminements piétons limitrophes => **lot GO** pour la mise en place et gestion

L'accès aux entreprises et établissements à proximité doit demeurer libre en permanence

Tous les salariés porteront le nom de leur entreprise sur leur casque ou sur leur vêtement de travail et être en possession de leur Carte d'Identification Professionnel des Salariés du BTP.

L'accès à la zone cantonnement sera séparé de l'accès engins.

Une piste d'accès sera entretenue et / ou complétée suivant les besoins du chantier.

Les consignes d'accès seront données par l'entreprise lors de l'accueil des salariés.

Les circulations piétonnes seront de type « pied sec », matérialisées physiquement (balisage, signalétique, passage piéton...) pour l'accès aux postes de travail et l'installation de chantier (base vie).

Les accès au chantier pour les personnels des entreprises ou leurs véhicules ateliers (uniquement) seront exclusivement effectués par les accès définis par le Maître d'Ouvrage et l'entreprise (respect du PIC et du Plan de séquencement validé en période de préparation).

Le plan de circulation et ses éventuelles modifications seront affichés. Les entreprises auront, quant à elles, la responsabilité d'informer leurs salariés, transporteurs, fournisseurs, sous-traitants, etc...

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent des véhicules. éclairage des zones où le personnel est amené à circuler.

Tous les intervenants devront veiller à ce que les circulations soient propres et libres de tout obstacle. En particulier, il est interdit d'y entreposer du matériel et des matériaux.

A maintenir propre par Tous les Corps d'état (TCE)

Par ailleurs, il est utile de préciser les points suivants :

Toutes les tranchées ouvertes devront être nettement délimitées PHYSIQUEMENT (barrières) et visiblement signalées par l'entreprise ayant réalisé ces tranchées,

Les zones de stockage seront à respecter afin de ne pas empiéter sur les voies de circulation,

Les circulations piétonnes seront aménagées et entretenues par l'entreprise GO/démolition pour accéder aux différents niveaux de plate-forme.

### 3.2.4. Signalisation

*Ils seront conformes aux règles de police et aux prescriptions du Maître d'OEuvre en accord avec le Coordonnateur SPS, lequel aura le droit de faire installer d'office et aux frais de l'entreprise, tous dispositifs supplémentaires, clôtures, lanternes qu'il jugerait nécessaires.*

#### *Signalisation accès chantier*

L'entrepreneur titulaire du lot gros oeuvre mettra en place et entretiendra une signalisation de chantier, tant celle nécessaire à la sécurité, que celle permettant de repérer les accès au chantier.

Il installera également, au niveau de chaque accès, les divers panneaux réglementaires (port du casque obligatoire, chantier interdit au public, port des chaussures de sécurité obligatoire, ...).

#### *Voies et pistes*

Les voies et pistes de chantier seront réalisées par l'entreprise titulaire du lot gros oeuvre qui en assurera l'entretien (remise en état, signalisation, etc.) pendant toute la durée des travaux pour assurer la circulation des engins et des véhicules en toute sécurité.

Sur le plan d'installation de chantier, l'entrepreneur fera figurer les différentes pistes et zones de stationnement qui seront réalisées dans le cadre de son marché pour accéder au chantier (accès voie publique, cantonnements, zones de production et aires de stockage).

L'ensemble de la signalisation et dispositifs complémentaires qui sera mis en oeuvre pour le respect des règles de circulation définies par l'entrepreneur sera reporté sur ce plan.

Tous les camions affectés au transport des matériaux devront être équipés de feux et d'avertisseur sonore de recul.

### 3.2.5. Stationnements

#### **LAISSER ACCES CHAUFFERIE ET LAISSER LIBRE ACCES FACADE POUR POMPIER**

Le stationnement des véhicules des salariés et intervenants du chantier est interdit à l'intérieur de la zone travaux ainsi qu'en dehors des zones prévues à cet effet. Celles-ci seront portées sur le plan général des installations de chantier établi par l'entreprise générale.

Les entreprises mettront tout en œuvre pour transporter de manière collective leur personnel.

Seul les véhicules ateliers pourront accéder au chantier, les véhicules personnels devront stationner sur la voie publique aux emplacements disponibles

### 3.2.6. Stockage

Les zones de stockage devront être décrites sur le plan d'installation de chantier. Elles devront être approuvées par le MOA / MOE et CSPS => mise en place et gestion par GO

Si stockage dans les ouvrages, le cheminement devront être maintenus libres en permanence, les zones de stockage seront balisées Mise en place de barrière HERAS

Les entreprises devront informer le Maître d'OEuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux seront délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui sera tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux

**Les stockages et approvisionnements de matériaux seront limités aux besoins immédiats (hebdomadaires) de mise en oeuvre.**

Les entreprises indiqueront dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en oeuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion. **Les entreprises joindront dans leurs P.P.S.P.S. une synthèse des Fiches de Données Sécurité (F.D.S.) des produits utilisés avec les risques et les mesures de prévention associés**

Les entreprises entreposeront les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment devront faire l'objet d'une analyse par le Maître d'oeuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones devront apparaître sur le plan d'installation de chantier. Les surfaces de stockage devront être adaptées à la charge à recevoir. Si stockage dans le bâtiment, il y a lieu de vérifier préalablement l'état, la résistance et la solidité de la surface d'accueil.

Chaque entreprise gèrera l'entreposage et l'évacuation de ses déchets, des bennes de chantier en nombre et rotation nécessaires, et suffisant à la propreté et la sécurité du chantier, et assurera l'évacuation des déchets et décombres en décharge publique pendant toute la durée de ces travaux. Les lieux de stockage des déchets ou gravois sur le chantier seront précisés sur le plan d'installation de chantier élaboré par le maître d'oeuvre.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets et gravois jusqu'aux bennes. Aucun stockage ou dépôt sauvage de déchets ou gravois ne sera toléré sur le chantier.

Le cheminement devront être maintenus libres en permanence, les zones de stockage seront balisées. Les entreprises devront informer le Maître d'OEuvre de leurs besoins de stockage.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Installations de distribution de l'énergie électrique

**consignation électrique uniquement par services techniques, interdiction par les entreprises autre que mettre leur propre cadenas sur la consignation réalisée**

Les besoins en énergie sont à fournir par l'entreprise de **ELECTRICITE**. La distribution nécessaire à ses installations (grues, cantonnements, etc.) y compris éclairage des circulations extérieures (cantonnements, base vie, stockage et accès chantiers), ainsi que les armoires électriques générales, avec départs protégés disponibles pour les bâtiments. Les fourreaux enterrés ou suspendus à 5m de hauteur entre l'armoire générale et les zones du chantier à définir de manière à éviter les câbles électriques apparents au sol, pour l'alimentation des coffrets de chantier. Le rapport de contrôle électrique de cette installation, réalisé par une personne habilitée, devra être fourni, conformément au code du travail (Art. R.4226-21 – Art. 4A. 26/12/2011). Fournir, entretenir et alimenter les tableaux de distribution en nombre suffisant. Les coffrets de prises de courant de chantier seront montés sur pied ; ils seront munis de prises de courant 220 ou 380 volts, en nombre suffisant. Ces coffrets doivent conserver, après ouverture de la porte, un degré de protection IP 2X minimum (plastron en face avant). Ils seront munis d'un bouton d'arrêt d'urgence facilement accessible.

Le nombre d'armoires électriques DOIT ÊTRE SUFFISANT. Leur implantation doit permettre, en tout point du bâtiment et de ses abords, de ne pas être éloigné de plus de 25 m de l'une d'entre elles. Dans l'attente de la mise en oeuvre des installations d'éclairage définitif, l'entreprise titulaire du lot **ELECTRICITE** assure la mise oeuvre et la maintenance des installations d'éclairage provisoire des escaliers et circulations.

Le rapport de contrôle électrique de cette installation, réalisé par un organisme agréé, devra être fourni, conformément au code du travail (Art. R.4226-21 – Art. 4A. 26/12/2011).

Il est précisé que l'éclairage d'appoint des postes de travail (niveau d'éclairement : 200 lux) reste à la charge de chaque entreprise.

Seront éclairés :

- Les cheminements et circulations intérieurs
- Les escaliers intérieurs utilisés et les escaliers extérieurs de chantier.
- Les grandes surfaces ou grands locaux non cloisonnés

Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux suivants :

- 10 lux : dans les zones et voies de circulations extérieures,
- 40 lux : dans les zones et voies de circulations intérieures,
- 60 lux : dans les escaliers et zones de stockage et d'entreposage intérieurs.

Eclairage de sécurité :

Une installation de sécurité, signalant les sorties de secours et assurant un minimum d'éclairage pour l'évacuation du personnel sera réalisée :

- dans les sous-sols,
- dans les escaliers.

Installations de distribution d'eau

L'eau sera amenée par le lot **PLOMBERIE** jusqu'au pied de chaque bâtiment sous fourreaux enterrés afin de protéger du gel.

Assurer l'évacuation des eaux pluviales avant « clos couvert » pour éviter risque d'inondation du terrain à la

charge de l'entreprise GO/démolition

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Base vie :

Elle sera implantée de manière à ce qu'elle ne doive pas être déplacée ou enlevée en phase aménagement extérieur

base vie à charge du GO à adapter suivant effectif de toute la durée du chantier, y compris le nettoyage quotidien et le remplacement des consommables et pendant toute la durée du chantier par le GO.

- Vestiaire (avec sièges et armoires en nombre suffisant) aéré, nettoyé, éclairé et chauffé en hiver
- Sanitaire séparés des autres locaux, équipés de chasse d'eau et de papier hygiénique, aérés, nettoyés et chauffés avec au moins un robinet d'eau froide ET eau chaude en nombre suffisant (un toilette et un urinoir pour vingt hommes et deux toilettes pour vingt femmes)
- des lavabos avec eau potable, température réglable, savons et moyens de séchage en nombre suffisant (un lavabo pour dix personnes) ;
- Réfectoire entretenu avec sièges et tables en quantité suffisante, moyens de conservation et de chauffage des aliments
- des douches en cas de travaux insalubres ou salissants
- Clôtures Chantier sur périphérie du chantier et boulonnées entre elles à charge du GO, ainsi que maintenance + affichage réglementaire
- Les locaux destinés au personnel de chantier ainsi que la salle de réunion doivent être nettoyés quotidiennement
- Mise en place de panneau « chantier » et signalisation réglementaire en amont & aval du chantier

La dernière entreprise s'assurera de la fermeture correcte du chantier le. Assurer le chantier clos et indépendant à chaque étape du chantier (y compris finitions, VRD, travaux préparatoires ...)

### 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

La propreté du chantier est un élément important de SECURITE et de PRODUCTIVITE. C'est pourquoi cette tâche, obligation des entreprises, sera particulièrement contrôlée par le Coordonnateur Sécurité et le MOE. Pour être efficace, la tâche propreté doit être accompagnée par une autre tâche très importante qui est celle de l'évacuation des déchets, gravois, emballages. Cette évacuation doit être journalière dans les circulations et postes de travail. Leurs mises en dépôt à l'extérieur du bâtiment se fera en un endroit désigné d'un commun accord avec le maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Chaque entreprise devra :

- Le nettoyage complet de tous ses abords, enlèvements périodiques des gravois stockés à l'extérieur,
- La mise à disposition de bennes à ordures et leurs renouvellements réguliers jusqu'à la réception des travaux.
- L'évacuation des déchets spéciaux (peinture, colle, ...) est à charge de l'intervenant concerné.
- le nettoyage de sa zone de travail conformément aux pièces écrites.

En cas de défaillance d'une entreprise, après rappel, le MOE fera procéder, aux frais de l'entreprise défaillante, au nettoyage des zones concernées.

Voiries extérieures au chantier à charge du GO/démolition ou lot VRD suivant phase travaux

#### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Rédaction du projet de plan d'installation de chantier à la charge de GO/démolition et MOE

Le plan d'installation sera transmis au CSPS pour avis.

#### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Gros oeuvre / VRD** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au



registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- pas de parking, stationnement sur les places publiques.
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- de l'emplacement de l'aire de rinçage des toupies, et nettoyage camion
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement des grues,
- des zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la grue avec les zones d'évolution de la flèche et de la contre flèche,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la charge de l'entreprise **Gros oeuvre / VRD** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Accès	EXISTANT	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Circulations	EXISTANT	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Signalisation	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Stationnement	EXISTANT	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Stockage	Gros oeuvre / VRD	MOE	Fin de chantier
Réseaux provisoires de chantier	Electricité	Electricité	Fin de chantier
Coffret électrique général	Electricité	Electricité	Fin de chantier
Coffret divisionnaire et éclairage	Electricité	Electricité	Fin de chantier
Cantonnement	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Infirmier de chantier	SO	SO	
Nettoyage hors cantonnement	TCE	TCE	Fin de chantier
PIC	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Protections collectives	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier
Accès hauteur communs	so	so	Fin de chantier
Déchets - Gravats	Gros oeuvre / VRD	Gros oeuvre / VRD	Fin de chantier

## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des séquences d'interventions

Décomposition des interventions et remarques en termes de coactivités en concertation avec le maître d'œuvre.

Séquence(s)	calendrier hypothèse	Tâche(s) / lot(s)	Danger(s)	Essentiel(s) de la séquence
1 CLOS COUVERT		CLOS COUVERT	Déplacement de plain-pied Engins et matériels Travail en hauteur Travaux à point chaud Produits dangereux Collision, heurt Chute d'objets, éclats Eclairage Contraintes météorologiques Choc, coupure, piqure Rupture, effondrement Manutention manuelle Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Stabilité, renversement Inhalation poussières Multi danger Travail en hauteur Eclairage Bruit, vibrations Inhalation poussières Chute d'objets, éclats	<p>Une réunion de préparation entre le lot GC/ CHARPENTE ET BARDAGEdevra être réalisée. L'objectif sera d'assurer la stabilité des engins devant évoluer sur la plateforme (grue / nacelle...). Le lot GROS OEUVRE devra assurer l'évacuation des eaux pluviales en prévision du clos couvert. Le réseau EP devra fonctionner avant la phase d'élévation.</p> <p>assurer une organisation spécifique pour gestion des flux pour entrées et sorties du chantier</p> <p>Différenciez et sécurisez les flux piétons du flux engins / véhicules dès la phase préparation</p> <p>-Respect du balisage des différentes zones par tous les intervenants =&gt; TCE</p> <p>-Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement .</p> <p>-Interdiction d'enlever les protections collectives sans l'accord de l'entreprise concernée et proposer dans le PPSPS les modes opératoires de dépose et repose =&gt; TCE</p> <p>-Les réseaux provisoires chemineront dans la mesure du possible par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.</p> <p>-Interdiction de levage / grosse manutention en cas de vent violent (respect des préconisations constructeur et modes opératoires)</p> <p>-Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC.</p> <p>-Mise en place de l'éclairage dans les circulations et les coffrets de répartition dans les différents niveaux en nombre suffisant et à</p>

				<p>l'avancement=&gt;GO</p> <p>-Création, diffusion et mise à jour des plans d'installation =&gt; Entreprise Générale + à respecter par TCE</p> <p>-La maîtrise d'oeuvre organisera la stabilité et l'accessibilité de la plateforme en périphérie des bâtiments pendant toute la durée du chantier</p> <p>-Le MOE en liaison avec le CSPS organiseront le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages.</p> <p>-Gestion des bennes à déchets =&gt;TC</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS</p> <p>=&gt; MAITRE D'OEUVRE</p> <p>Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement (les fers en attente seront bouchonnés ou crossés) =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Les protections collectives périphériques seront mises en place à l'avancement par le GO</p> <p>Une tour d'accès sera mise enplace par lot BARDAGE COUVERTURE jusqu'à la mise en place des accès définitifs. Cette tour sera mise à disposition des autres corps d'état (convention d'utilisation commune).</p> <p>Mise en place de l'éclairage (type phare sur poteau) dans les circulations et les coffrets de répartition (1 coffret tous les 600m²) en nombre suffisant et à l'avancement =&gt; GO</p> <p>Création, diffusion et mise à jour es plans d'installation et de circulation =&gt; GROS OEUVRE + à respecter par TCE</p> <p>Interdiction de levage / manutention en cas de vent violent (respect des préconisations constructeur et modes opératoires).</p> <p>Le GROS OEUVRE prévoira les accès et zones de circulation sur le chantier ainsi que les zones de stockage des éléments préfabriqués.</p> <p>Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage.</p>
--	--	--	--	---

				<p>Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC. Elles définiront les zones d'approvisionnement des matériaux en toiture.</p> <p>Le MAITRE D'OEUVRE s'organisera pour faire monter les descentes des EP à l'avancement.</p> <p>Lors du coulage de la dalle, l'entreprise titulaire assurera la mise en place d'un homme trafic et définira avec le MAITRE D'OEUVRE et le CSPS une aire de lavage des toupies.</p> <p>Dans son mode opératoire elle éfinira sa méthodologie de maintien des protections collectives des fosses, regards, caniveaux mezzanines, &amp; pré dalles.</p> <p>Le MAITRE D'OEUVRE ou OPC assureront la mise en place des grilles de caniveaux après réalisation du dallage ou mise en place de passerelles sécurisées pour engins et piétons.</p> <p>L'entreprise réalisant des travaux en hauteur assurera le balisage au sol de sa zone d'évolution par le biais d'un balisage de type support potelets avec chainettes ou équivalenet (la rubalise est interdite).</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS=&gt; MAITRE D'OEUVRE</p>
2 SECOND OEUVRE		SECOND OEUVRE	Travail en hauteur Eclairage Déplacement de plain-pied Travaux à point chaud Produits dangereux Chute d'objets, éclats Engins et matériels Inhalation poussières Collision, heurt Chute et heurt avec charge en mouvement Contact électrique direct ou indirect Travail isolé Rupture, effondrement Inflammation, explosion Eclairage	-Respect des circulations et zones de stockage => TCE. -Interdiction de mise en place de poste de travail et de stockage dans les zones de circulation. => Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC. -Les réseaux provisoires chemineront dans la mesure du possible par les gaines techniques permettant ne pas encombrer les zones de circulation internes et externes.

				<p>-Entretien journalier et continuité des protections collectives jusqu'à la réception du chantier =&gt;  <b>TOUTES LES ENTREPRISES</b>          Toute entreprise souhaitant supprimer une protection collective se devra d'en avvertir le GROS OEUVRE, le MOE et le CSPS et proposer un mode opératoire garantissant la protection équivalente pour son personnel et les autres corps d'état.</p> <p>-La maîtrise d'oeuvre organisera la stabilité et l'accessibilité de la plateforme en périphérie des bâtiments pendant toute la durée du chantier.</p> <p>-Entretien journalier de l'éclairage des circulations du chantier =&gt;          Entreprise générale via son S/T ELECTRICITE</p> <p>-Le MOE en liaison avec le CSPS organiseront le nettoyage des zones de travaux, de circulations et de stockages.</p> <p>-Gestion des bennes à déchets =&gt;          GROS OEUVRE.</p> <p>-Lors des visites d'inspections communes, les entreprises fourniront les FDS pouvant générer un risque pour les autres corps d'état =&gt; TCE</p> <p>Dans le cas du non respect des présentes mesures, il appartiendra au maître d'oeuvre de les faire appliquer sur demande du CSPS          =&gt; MAITRE D'OEUVRE</p> <p>Respect des circulations et zones de stockage =&gt; TCE</p> <p>Interdiction d'enlever les protections collectives sans l'accord du CSPS et /ou du MAITRE D'OEUVRE =&gt; TCE</p> <p>Mise en place de l'éclairage (type phare sur poteau) dans les circulations et les coffrets de répartition en nombre suffisant et à l'avancement =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Création, diffusion et mise à jour des plans d'installation et de circulation =&gt; GROS OEUVRE + à respecter par TCE</p> <p>Interdiction de levage / manutention en cas de vent violent (respect des préconisations constructeur et modes opératoires).</p> <p>Le GROS OEUVRE prévoira les accès et zones de circulation sur le</p>
--	--	--	--	--

				<p>chantier ainsi que les zones de stockage des éléments préfabriqués.</p> <p>Les entreprises lors de la visite d'inspection commune définiront leur besoin en aire de stockage sur la dalle. Ces besoins seront étudiés en réunion de chantier avec le MAITRE D'OEUVRE et/ou l'OPC.</p> <p>Elles définiront avec le MAITRE D'OEUVRE et l'OPC la localisation de ces zones de stockage. Ces zones évolutives seront intégrées au planning.</p> <p>Mise en place d'extincteurs sur les zones de travaux par point chaud pour l'ensemble des corps d'état.</p> <p>Ne pas stocker de produits inflammables à proximité.</p> <p>Le MAITRE D'OEUVRE ou OPC assureront la mise en place des grilles de caniveaux après réalisation du dallage ou mise en place de passerelles sécurisées pour engins et piétons.</p> <p>L'entreprise réalisant des travaux en hauteur assurera le balisage au sol de sa zone d'évolution par le biais d'un balisage rigide (la rubalise est interdite). et surveillance renforcée en permanence et vigie</p>
3 VRD		VRD	<p>Chute d'objets, éclats</p> <p>Chute et heurt avec charge en mouvement</p> <p>Chute et heurt avec charge en mouvement</p> <p>Chute et heurt avec charge en mouvement</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Collision, heurt</p> <p>Contraintes météorologiques</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Déplacement de plain-pied</p> <p>Engins et matériels</p> <p>Environnement naturel</p> <p>Eclairage</p> <p>Inflammation, explosion</p> <p>Multi danger</p> <p>Multi danger</p> <p>Rupture, effondrement</p> <p>Rupture, effondrement</p> <p>Rupture, effondrement</p> <p>Multi danger</p>	<p>Coactivité interdite dans la zone d'évolution des engins.</p> <p>Port du gilet réfléchissant et homme trafic.</p> <p><b>MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS).</b></p> <p>ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier</p> <p>L'entrepreneur utilisant un moyen de levage devra établir une consigne (à annexer au PPSPS) destinées au personnel du chantier (encadrement et grutier) donnant des instructions précises sur les conditions nécessitant l'arrêt des grues fixes ou mobiles en présence de vent, ainsi que les</p>

				<p>attributions respectives du grutier et de l'encadrement du chantier concernant l'arrêt et la remise en service des appareils de levage. Protection contre les chutes de plain-pied à mettre en place. Permis de feu à afficher dans la zone d'intervention Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger. Un espace de sécurité de 2 m doit être aménagé entre l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles</p>
--	--	--	--	---

## 4.2. Analyse de risques

Séquence : 1 - CLOS COUVERT

### CLOS COUVERT

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p> <p>Platelage pour circulation sur zone ferrailage.</p> <p>Mise en place et entretien de l'éclairage de chantier à l'avancement (zones intérieures et extérieures)</p> <p>L'entreprise bardage couverture assurera l'accès en toiture soit par l'intérieur du bâtiment ou par une tour d'accès extérieure.</p> <p>=&gt; l'accès en toiture se fera par l'escalier définitif ou par un moyen d'accès adapté, mis en oeuvre par l'entreprise ayant nécessité d'exécuter des travaux en toiture</p> <p>Les escaliers devront être libres de circulation (les réseaux de chantier devront cheminer dans les gaines techniques).</p> <p>Le gros oeuvre, le VRD veilleront à remblayer à l'avancement les périphéries du chantier de manière à laisser libre circulation et installation d'équipement pour les lots intervenants sur les façades.</p> <p>Circulations intérieures et extérieures dégagées et nettoyées en permanence</p> <p>Port des EPI adaptés</p> <p>zone de stockage adaptée et évolutive si besoin pour ne pas stocker dans les cheminements</p> <p>cheminement piéton indépendant, balisé et protégé des circulations engins</p> <p>Prévoir le stockage sur zone de travail que de la quantité nécessaire pour la journée, sans encombrer les voies de circulation</p> <p>Rangement et propreté permanent des poste de travail et des circulations. Interdiction de stocker dans les circulations et sur d'autres zones que celles définies dans le PIC</p> <p>"Protection collective résistant au passage sur l'accès.</p> <p>Pose des protections à l'avancement.</p> <p>Protection des trémies à coordonner avec les corps d'états secondaires et les corps d'états techniques. (Obturation par panneaux fixés sur dalle, etc...).</p> <p>Privilégier système permettant la perforation aux dimensions souhaitées. (Dalle béton cellulaire, etc...)." </p>	<p>Les différents corps d'état informeront à l'avancement tout dérive ou dysfonctionnement constaté.</p> <p>Respect des balisages mis en place par l'entreprise générale.</p> <p>Respect du plan d'installation de chantier et du balisage des différentes zones mis en place par le gros oeuvre =&gt; TCE</p> <p>Les entreprises évacueront régulièrement leurs déchets</p> <p>Respect des cheminement piétons</p>
Engins et matériels	<p>Approvisionnement :</p> <p>Aire de stockage et de préparation à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du</p>	<p>Les autres corps d'état communiqueront leurs besoins au gros oeuvre d'un point de</p>



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>chantier =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Nettoyage des zones à effectuer régulièrement par l'ensemble des intervenants =&gt; TCE</p> <p>Planification des travaux à faire valider par MO et MOE et à diffuser =&gt; TCE</p> <p>L'entreprise pourra dans la mesure du possible mettre à disposition ses moyens de levage aux autres corps d'état jusqu'au clos couvert par le biais d'une convention commune. L'entreprise générale informera les autres corps d'état de ses capacités de manutention.</p> <p>Les engins pour les appros seront adaptés afin de ne pas avoir à démonter la moindre protection collective</p> <p>Grue : =&gt;</p> <p>Balilage des zones de levage</p> <p>Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Chef de manoeuvre en liaison radio avec grutier. le chef de manoeuvre sera en contact visuel avec la charge en permanence tant que celle ci est en mouvement.</p> <p>Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites</p> <p>Engins : =&gt; TCE</p> <p>Bip de recul / Gyrophare sur engin /</p> <p>Planification des travaux / Nettoyage des zones =&gt; TCE</p> <p>CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés =&gt; TCE</p> <p>,aire de nettoyage,</p> <p>vérification périodique à jour et sans réserves</p> <p>Création d'un accès piétons différent des accès engins</p> <p>vigie obligatoire pour toute manoeuvre de véhicule</p> <p>Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements. Ou :</p> <p>Mise en place de recettes par le GO, approvisionnements à la grue. Voir planning engins à jours de vérification périodiques et sans réserves</p> <p>Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démonter les protections collectives.</p> <p>Le déchargement des camions devra se faire suivant analyse de risques prenant en compte le risque chute de hauteur adaptez vos moyens (quai de déchargement, PIRL, nacelle ...) ; idem pour élingages containers</p> <p>échelle interdite</p> <p>Condamner les zones de travail</p>	<p>vue :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- capacité de levage</li> <li>- planning / délai</li> </ul> <p>Les corps d'état concernés sont charpente / couverture / étanchéité / bardage / menuiseries extérieures / CVC.</p> <p>Le maître d'oeuvre organisera une réunion "appro" et établira un planning.</p> <p>Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants =&gt; TCE</p> <p>Respect des zones de stockage des matériaux, pas de stockage dans les circulations =&gt; TCE</p> <p>ne pas entrer dans zone balisée, zone de levage</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Réalisation des plateformes de l'opération avec une surlageur périphérique stabilisée de 3,00m, pour permettre les interventions depuis au moyen de nacelles, échaudages....</p> <p>- Charges, matériaux dépassant le gabarit du godet ou fourche des pelles, manuscopiques =&gt; fixation des matériaux pour éviter tout basculement pendant le transfert, vigie tout au long du déplacement afin de sécuriser le transfert et bloquer la circulation si besoin</p>	
Travail en hauteur	<p>Se conformer aux chapitres 4.3 / 4.5.6 / 4.5.7 et 4.6.3.</p> <p>L'entreprise mettra en place la s"curité adaptée pour ses travaux en hauteur en ^rivilégiant la mise en place des protections définitives.</p> <p>Dans le cas contraire la mise en place des protections définitives devra s'effectuer à l'aide de moyens d'accès et de travail type échafaudage / nacelle / etc...</p> <p>Mise en place des protections collectives au fur et à mesure de l'avancement et de l'élévation du bâtiment =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Lors de la visite d"inspection commune du lot MENUISERIES et ETANCHEITE en présence du lot GROS OEUVRE, il sera défini les méthodes et moyens mis en oeuvre pour garantir la continuité des protections collectives.</p> <p>Mise en place de protections collectives, clôtures, tunnels, passages piétons, préalablement aux travaux en tenant compte des interventions futures : Lot GO</p> <p>Les protections collectives de chantier ne gêneront pas la mise en place des définitives : Lot GO</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturés par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support :Lot GO Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps</p> <p>Mise en place de filets de sous face réceptionnés</p> <p>protocole de chargement déchargement afin de définir les mesures de prévention si personnel doit monter sur les camions de livraisons</p> <p>la nacelle n'est pas un moyen d'accès mais sert uniquement au poste de travail =&gt; vigie au sol obligatoire</p> <p>balisage des zones d'évolution des engins</p>	<p>Respect des protections collectives du gros oeuvre et autres balisages en place.</p> <p>Dans le cas où une entreprise souhaite modifier des protections collectives mises en place par le gros oeuvre, l'entreprise en fera la demande lors des réunions de chantier 1 semaine au préalable.</p> <p>Respect des protections collectives du gros oeuvre =&gt; TCE</p> <p>Maintien des protections collectives mise en place par le gros oeuvre : TCE</p> <p>En cas de dépose des protections collectives les salariés devront être équipés d'un moyen compensatoire équivalent</p> <p>Remettre les protections collectives suite à l'intervention si utilisation EPI contre les chutes de hauteur, à justifier préalablement dans le PPSPS, personnel formé et avec matériel adéquat. Les ancrages devront avoir été calculés préalablement et décrit dans le PPSPS convention de mise à disposition à établir pour utilisation de la apine d'accès</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Utilisation d'échafaudage (Respect de l'arrêt du 21 Déc 2004) et de nacelles adaptés :</p> <p>Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. De plus, il y a lieu de prévoir une sapine d'accès à l'étage plutôt qu'une échelle les zones d'appro en hauteur seront adaptées afin de ne pas démonter les protections en place, si besoin adaptez votre moyen d'appro</p> <p>Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...)</p> <p>Mise en place des protections collectives périphériques Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale l'opération.</p> <p>Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP passages piétons, préalablement aux travaux en tenant compte des interventions futures : Lot GO</p> <p>Les protections collectives de chantier ne gêneront pas la mise en place des définitives : Lot GO</p> <p>Mise en place de filets de sous face réceptionnés balisage des zones d'évolution des engins</p>	
Travaux à point chaud	<p>Se conformer au chapitre 4.5.5 et 6.5 privilégier les travaux par points chauds en étier</p> <p>Mise en place d'un extincteur adapté et virifié + écran sur le poste de travail par le lot concerné.</p> <p>Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état</p> <p>Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier.</p> <p>extincteur adapté et vérifié sur poste de travail</p> <p>EPI adaptés (vêtements ignigugés, lunettes, gants, ...)</p> <p>surveillance rigoureuse après points chauds pour éviter tout feux couvants</p>	<p>Respect des balisages en place.</p> <p>Se conformer au chapitre 4.5.5 et 6.5</p>
Produits dangereux	<p>Se conformer au chapitre 4.5.3. Lors de la visite d'inspection commune, l'entreprise définira les risques pouvant être générés par les produits qu'elle utilise vis à vis des autres corps d'état (pollution atmosphérique, gêne respiratoire, incendie...) et les intégrera dans son PPSPS.</p> <p>En cas d'intervention sur un site pollué (sol, produits chimiques, ancien site industriel...), une organisation sera à mettre en oeuvre par le maître d'oeuvre avant intervention de toute</p>	<p>Prise en compte par les autres corps d'état des mesures de coordination définies par le CSPS lors de la visite d'inspection commune dans la phase de travaux concernée (périmètre de sécurité, affichage, EPI spécifiques...)</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>entreprise.</p> <p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant.</p> <p>synthèse des FDS à insérer dans le PPSPS avec les risques encourus et les mesures de prévention liées à ces risques =&gt; TCE</p> <p>Port des EPI suivant FDS</p> <p>attention au stockage des produits dangereux, prévoir rétention et stockage adapté. attention à la compatibilité des produits entre eux</p> <p>Mise en place d'extincteurs conformes et adaptés aux risques sur les postes de travail par l'ensemble des corps d'état. pour toute utilisation de produits pouvant avoir un impact sur les autres, informations à fournir aux entreprises travaillant à proximité + CSPS, si besoin balisage à mettre en place</p> <p>Pour les bouteilles de gaz, ne sera stockée sur zone de travail que la quantité nécessaire, et de manière générale, les bouteilles doivent être stockées dans racks adaptés et attachées. En fin de poste, le rack sera déplacé afin de le stocker à l'extérieur des bâtiments, sur une zone dédiée. Attention au stockage et donc à la compatibilité des produits entre eux</p>	
Collision, heurt	<p>Se conformer au chapitre 3 et sous-chapitres correspondant.</p> <p>Matérialiser sur le plan d'installation de chantier les zones de circulation piétonne et zones de circulation VL/PL.</p> <p>Le cheminement piéton doit être séparé physiquement du cheminement VL/PL par barrières de chantier type HERAS.</p> <p>Matérialiser et entretenir les périmètres de sécurité autour des zones d'évolution des engins.</p> <p>Coordination des différents S/T intervenant pendant la phase préparation (pieux / terrassements / charpente, bardage...).</p> <p>Laisser l'accessibilité à l'ouvrage, prévoir cheminement piéton sécurisé, balisé et indépendant des cheminements engins</p> <p>Signalisation</p> <p>nettoyage voirie aussi souvent que nécessaire</p> <p>homme trafic pour entrée et sortie des</p>	<p>Respect du PIC</p> <p>Port du gilet à haute visibilité =&gt; TCE</p> <p>Respect des balisages en place =&gt; TCE</p> <p>Pas de stationnement dans la zone de manoeuvre</p> <p>Respect des consignes du chef de manoeuvre et respect des balisages</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>véhicules            vigie en permanence lors de toute manoeuvre d'engins ou véhicule            Laisser les voies d'accès libres, baliser les fouilles et les cheminements piétons. Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux. Les camions seront guidés par un homme trafic pour les marches arrières. Les rampes d'accès au fond de fouilles seront d'une largeur suffisante pour dissocier le cheminement piéton des flux des engins de chantier.</p>	
Chute d'objets, éclats	<p>Protections collectives : voir paragraphe 4.3 du PGC et sous-chapitres.            Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone de travail par la mise en place de balisage (carottage...) =&gt; TCE            Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiments =&gt; GROS OEUVRE            Plinthes sur plancher =&gt; GROS OEUVRE            Nettoyage en pied de façade à l'avancement =&gt; GROS OEUVRE            Refermer les trémies entre les interventions : Lot GO et Lots Techniques            Ne pas jeter d'objets (déchets...) des hauteurs            Balisage à l'aplomb des zones d'approvisionnement            vigie au sol pour surveillance renforcée</p> <p>L'entreprise située sur le caillebotis doit la protection de l'entreprise située en-dessous, en particulier, la protection des chutes d'objet à travers la maille du caillebotis.            Des travaux par superposition de tâche sur un plancher caillebotis industriel sont interdits sauf dans le cas ou des protections ou mesures conservatoires adaptées sont mises en place.</p> <p>Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol. Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent).</p>	<p>Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches =&gt; TCE</p>
Eclairage	<p>Mise en place d'un éclairage adapté au poste de travail, dans les circulations et suivant conditions météo / maintenance quotidienne=&gt; GO            poste de travail, éclairage à charge de chaque entreprise, adapté</p>	<p>Les différents corps d'état informeront à l'avancement tout dérive ou dysfonctionnement constaté.            S'assurer de la bonne visibilité sur le cheminement jusqu'au poste de travail =&gt; TCE            Éclairage du poste à charge de chaque entreprise =&gt; TCE            Lot en charge de l'éclairage de</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
		chantier : dapter l'éclairage des circulations à l'avancement
Contraintes météorologiques	<p>Assurer en permanence la stabilité des levages =&gt;TCE          Pas de travaux par grand vent OU RAFALES =&gt; TCE          Pas de travaux par temps de verglas et neige, vent violent... : TCE          Prévoir organisation de travail et EPI spécifique lors des fortes chaleurs, ou hiver rigoureux          S'assurer du parfait collisage des matériaux et stockage en extérieur</p> <p>Planifier le travail en fonctions des conditions météorologiques.          Par fortes chaleur : Aménager les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes          Porter des vêtements favorisant l'évaporation de la sueur (vêtements légers en coton, de couleur clair...)          Boire régulièrement          Multiplier les pauses de récupération à l'ombre          Eviter de consommer des boissons à forte teneur en caféine ou en sucre          Réduire ou différer les efforts physiques importants          Utiliser des aides mécaniques à la manutention          En cas d'intempéries :          Mettre à disposition les équipements de protections individuelles et vêtements adéquats (gants, pantalons, anoraks, bonnets...)          Mettre à disposition des boissons chaudes          Fractionner l'exposition au froid et multiplier les pauses dans un local chauffé          Réduire ou différer les efforts physiques importants          Utiliser des aides mécaniques à la manutention.</p> <p>L'entrepreneur utilisant un moyen de levage devra établir une consigne (à annexer au PPSPS) destinées au personnel du chantier (encadrement et grutier) dnnant des instructions précises sur les conditions nécessitant l'arrêt des grues fixes ou mobiles en présence de vent, ainsi que les attributions respectives du grutier et de l'encadrement du chantier concernant l'arrêt et la remise en service des appareils de levage.          Les grues et nacelles seront équipées d'un anémomètre ce qui permettra au chef de manoeuvre, qui en a l'obligation, d'arrêter immédiatement tout levage.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Précautions à prendre en cas de conditions atmosphériques ou climatiques défavorables(vent – neige et verglas) : pour des vents &gt; à 65 km/h arrêter les travaux            Le travail ne peut continuer que si toutes les précautions sont prises pour assurer la sécurité du personnel.</p>	
Choc, coupure, piqûre	<p>Prendre toute disposition pour éviter les risques d'empalement / blessure vis à vis des aciers en attente, éléments de charpente, ...            Port des gants adaptés</p>	<p>Respect des protections mises en place par le gros oeuvre =&gt; TCE</p>
Rupture, effondrement	<p>Les charges à stocker devront être adaptées à la résistance mécanique du support.            Définition dans le PPSPS de la méthodologie de construction.            Etalement provisoire des éléments en cours de pose..            Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute            Lors des coulages, interdire l'accès sous les zones de coulage à l'ensemble des corps d'état =&gt; GROS OEUVRE            Les étalements, butonnage et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place des passerelles, de garde corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux :            Lot GO            Stabilité de la périphérie du bâtiment d'une largeur suffisante pour l'évolution d'une nacelle , échafaudage =&gt; MOE            Crosser ou bouchonner les fers en attente            Talutage au-delà de 1,30 m de profondeur (ou blindage)            Talus à 1/1 ou 1/3 maximum après validation du maître d'oeuvre.            La plateforme doit prévoir une pente légère afin que les eaux de ruissellement en cas de pluie, s'évacuent naturellement vers l'extérieur et non dans l'excavation            Éventuellement mise en place d'une géomembrane pour limiter la chute de bloc.            Implantations des chemins de circulations et pistes suffisamment distant des talus d'excavation.            Passerelle sécurisée sur tranchée            revêtement anti dérapant le long des fouilles pour éviter tout risque de chute de plain pieds            Prévoir les accès ergonomique au fond des fouilles (escalier à privilégier)            clotures autour des fouilles en permanence            prévoir évacuation de eaux des fouilles à l'avancement et en permanence            Définir des zones et des périodes d'interdiction d'accès et informations des</p>	<p>Les charges à stocker devront être adaptées à la résistance mécanique du support. Elles se renseigneront auprès du gros oeuvre.            Respect des balisages en place, interdiction d'accès sous les zones de coulage ou zones à risque d'effondrement =&gt; TCE            Stockage : voir avec le GO pour les charges admissibles sur plancher =&gt; TCE            Respect des talutages et protections mises en place            S'assurer de la stabilité de la périphérie du bâtiment d'une largeur suffisante pour "évolution d'une nacelle , échafaudage à défaut demander au maitre d'oeuvre de faire appliquer cette mesure par le lot GO            respect des balisages</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>autres corps d'état (balisage ou barriérage)  les éléments en cours de levage seront maintenus attachés en permanence tant qu'ils ne seront pas boulonnés.  balisage des zones avec vigie obligatoire pour en interdire l'accès  Les étalements et les coffrages des planchers et des poutres doivent être étudiés pour permettre la mise en place de passerelles, de garde-corps, des filets ou tout autre type de protections collectives dans toutes les phases provisoires des travaux.  Coordination avec le charpentier ou le GO :  Toutes précautions seront prises lors du stockage du matériel sur la couverture (Prise au vent, surcharges, répartitions correctes, etc...) Passerelle en périphérie : Coordination avec le GO pour le positionnement des points d'ancrage.Ou : échafaudage commun</p>	
Manutention manuelle	<p>privilégier la manutention mécanique  port des EPI  adéquations entre charge et effectif</p>	<p>Convention d'utilisation commune de la grue à établir avec le gros oeuvre =&gt; TCE  Privilégier les manutentions mécaniques et assurer la stabilisation des engins (grue, toupie...) =&gt; TC</p>
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Balisage des zones de levage  plan de levage et adéquation de levage  corde de guidage pour ne pas mettre les mains sur les charges  chef de manoeuvre en liaisons radio obligatoire avec le grutier  pas de levage de charge au dessus de compagnons  Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites si plusieurs grues sur zone  pas de levage par grand vent ou rafale  chef de manoeuvre en contact visuel en permanence tant que la charge est en mouvement  stabilité des sols à prendre en compte ainsi que sa portance  examen d'adéquation de levage à établir  Dès qu'il y a interférence entre grues, grues et engins (nacelle, ...), en plus des chefs de manoeuvre par grue, une vigie sera désignée via la convention d'e gestion des interférences, afin de gérer les mouvements entre les grues</p>	<p>Respect des zones protégées /  Balisées  Respect des zones de déchargement  Port des EPI adaptés  Donner ses besoins quotidiens e levage  Assurer le colisage et élingage des charges</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Vérification électrique des installations de chantier par un organisme agréé  Utilisation d'appareil étanche  maintenance des équipements par le go,  vérification périodiques et réserves levées à l'avancement</p>	<p>Pas d'intervention dans les coffrets électriques  Utilisation d'appareil étanche  <b>RESPECT DES INSTALLATIONS MISES EN PLACE</b></p>



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	rallonge limitée à 25m maximum => les coffrets seront mis en place en nombre suffisant Coffrets avec coup de poing d'arrêt et cadenassés maintenance par personnel habilité	
Stabilité, renversement	Chaque entreprise titulaire s'assurera que les entreprises de terrassement et de génie civil livreront aux autres corps d'état une surface plane, résistante et compactée, permettant l'usage d'échafaudages et appareils d'élévation du personnel ou de levage	Toute entreprise qui de part ces travaux, à nécessité de travailler en élévation, devra au préalable s'assurer de la portance du support
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation) <b>PORT DES EPI ADAPTES</b>	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Multi danger	<b>STRUCTURES METALLIQUES</b> Les procédures de travail doivent être suivies durant les travaux de montage pour s'assurer qu'aucun composant n'est laissé, à tout moment, sans être soutenu de manière adéquate. Aucune élingue de grue ne doit être abaissée tant que le composant n'est pas fixé par d'autres moyens ; Toutes les structures qui ne sont pas terminées sont laissées dans un état sécurisé et stable, pouvant survivre à des conditions météorologiques prévisibles au terme de chaque période de travail. Une cinématique de montage sera fournie avec le PPSPS ou mode opératoire <b>TRAVAUX VIA GRUE ET NACELLE =&gt; PAS D'INTERVENTION DIRECTEMENT SUR CHARPENTE SINON MODE OPERATOIRE SPECIFIQUE SERA FOURNI DEFINISSANT LES MESURES DE PREVENTIONS RETENUES, (HARNAIS, ANCRAGE RETENU, RESISTANCE, MATERIEL D'ASSUJETTISSEMENT, ...</b>	
Travail en hauteur	Mise en place d'un accès fixe (tour escalier, échafaudage...) Mise en place des protections collectives périphériques en rives de la toiture. Ces protections devront être maintenues en place jusqu'à la réception finale de l'opération. En cas d'utilisation de filets en sous face de charpente : demander au charpentier les points d'accrochage possible des filets. Les filets de sous face ne pourront être	.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	enlevés, qu'après obturation et fermeture définitive par les corps d'état concernés, de toutes les ouvertures et trémies Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP fourniture du PV de réception des filets au CSPS avant toute utilisation engins adaptés pour les appro pour ne pas démonter les protections périphériques même temporairement	
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	
Bruit, vibrations	Organisation à mettre en place avec MOA et exploitant pour les phases de démolition rechercher des méthodes limitant le bruit et vibration et poussières	port des EPI adaptés
Inhalation poussières	Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, ..., de mettre en oeuvre les moyens nécessaires (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)	
Chute d'objets, éclats	Définition dans le PPSPS de la méthodologie de démolition. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute. Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place  Neutraliser totalement la ou les zones d'interventions au sol en tenant compte de la courbe de chute des éléments susceptible de tomber. Condamner l'accès sous intervention ou mise en place d'un tunnel ou d'un auvent ou équipement adéquat. Planification précise des travaux Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels  Neutralisation de la zone d'intervention Planification précise des travaux Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels	Respecter les balisages et zones clôturées  Ne pas intervenir lors de ces phases dans les zones concernées. Respecter le balisage. Respecter le planning Respect impératif des zones neutralisées Vigilance lors des levages Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels  Respect impératif des zones neutralisées Vigilance lors des levages Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels

**Séquence : 2 - SECOND OEUVRE**

**SECOND OEUVRE**

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Travail en hauteur	<p>Se conformer aux chapitres 4.3 / 4.5.6 / 4.5.7 et 4.6.3.</p> <p>Mise en place à l'avancement des protections collectives, par l'entreprise qui génère le risque: clôtures, tunnels, préalablement à tous travaux. Ces protections permettront aux autres corps d'état d'intervenir en sécurité. =&gt; TCE</p> <p>Maintenir les échafaudages en conformité lors des approvisionnements et des différentes phases de travail =&gt; TCE</p> <p>Les protections collectives de chantier ne gêneront pas la mise en place des définitives : TCE</p> <p>Les ouvertures sur plancher devront être obturés par des matériaux suffisamment résistants et fixés au support :Lot GO Si leurs dimensions sont supérieures à 0,25 m², elles seront protégées à l'aide de garde-corps ET RESPECT PAR TCE</p> <p>protocole de chargement déchargement afin de définir les mesures de prévention si personnel doit monter sur les camions de livraisons</p> <p>la nacelle n'est pas un moyen d'accès mais sert uniquement au poste de travail</p> <p>balisage des zones d'évolution des engins ET VIGIE AU SOL</p> <p>Utilisation d'échafaudage (Respect de l'arrêt du 21 Déc 2004) et de nacelles adaptés : TCE</p> <p>Si escalier posé ultérieurement : Lot GO, Les trémies d'escalier sont protégées horizontalement par un système laissant un passage. De plus, il y a lieu de prévoir une sapine d'accès à l'étage plutôt qu'une échelle</p> <p>les zones d'appro en hauteur seront adaptées afin de ne pas démonter les protections en place, si besoin adaptez votre moyen d'appro</p> <p>Installation de protections contre les chutes au travers des trémies des verrières, lanterneaux, descente EP</p> <p>passages piétons, préalablement aux travaux en tenant compte des interventions futures si utilisation EPI contre les chutes de hauteur, à justifier préalablement dans le PPSPS, personnel formé et avec matériel adéquat.</p> <p>Les ancrages devront avoir été calculés préalablement et décrit dans le PPSPS</p> <p>Pour les travaux de tuyauteries industrielles</p> <p>Protection contre les projections lors du meulage et lors des travaux de soudage</p>	<p>Respect des protections collectives du gros oeuvre et autres balisages en place.</p> <p>Dans le cas où une entreprise souhaite modifier des protections collectives mises en place par le gros oeuvre l'entreprise en fera la demande lors des réunions de chantier 1 semaine au préalable.</p> <p>Interdiction de démontage de protections Collectives sans accord de l'entreprise installatrice =&gt; TCE</p> <p>Port des EPI adaptés =&gt; TCE</p> <p>Respect des protections collectives du gros oeuvre =&gt; TCE</p> <p>En cas de dépose des protections collectives les salariés devront être équipés d'un moyen compensatoire équivalent Remettre les protections collectives suite à l'intervention</p> <p>convention de mise à disposition à établir pour utilisation échafaudage</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>(écran, bâches, ...).</p> <p>Balises des zones,</p> <p>La délimitation de la zone de travail en protections rigides lors du montage de grands ensembles et la signalisation par pancartes afin d'interdire l'accès aux autres intervenants.</p> <p>La protection contre les chutes d'objets, outils et matériels et chute de personnes au niveau des planchers, passerelles et plateformes de travail.</p> <p>*Un échafaudage n'est pas un support de matériel ou de tuyauteries. Il peut l'être sous conditions préalablement définies =&gt; note de calcul spécifique. Il faut donc prévoir des supports provisoires adaptés</p> <p>Travaux en hauteur :</p> <p>Il est rappelé que les échelles ne sont considérées que comme moyen d'accès à une plate-forme de travail.</p> <p>Le travail à l'échelle est interdit.</p> <p>Les échelles utilisées doivent être conformes, en bon état, attachées en tête et dépasser la hauteur à atteindre de 1,00 mètre minimum.</p> <p>Chaque entreprise est tenue de respecter les dispositions du décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur.</p> <p>Si utilisation des EPI contre les chutes de hauteur =&gt; ANALYSE DE RISQUE A FOURNIR JUSTIFIANT LE RECOURS AUX EPI PLUTOT QU'AUX PROTECTIONS COLLECTIVES UTILISATION PAR PERSONNEL FORME ET ACCOMPAGNE SYSTEMATIQUEMENT + A PROXIMITE PERSONNEL HABILITE SECOURISTE POUR TRAVAUX EN HAUTEUR</p> <p>Pour rappel, la nacelle n'est pas conçue pour permettre l'ancrage du système d'arrêt de chute d'un opérateur devant travailler à l'extérieur du panier. Si tel était le cas, dans des circonstances exceptionnelles préalablement analysées (avenant au PPSPS justifiant cet état de fait + mode opératoire), l'équipement de protection doit être accroché à un élément de structure extérieur et suffisamment résistant (note de calcul, ....</p> <p>Echafaudages : Les échafaudages devront être montés et réceptionnés par du personnel formé selon décret du 01 septembre 2004.</p> <p>Port du harnais avec stop chute lors du montage de l'échafaudage. Travaux</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>uniquement à partir de l'échafaudage et pose à l'avancement. Assurer la stabilité du sol pour la mise en oeuvre d'échafaudages. Note de calcul à fournir ainsi que mode opératoire ; Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception sera laissé sur le site. L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers. Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet. L'entreprise devra faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum. Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité ainsi que les notes de calcul port du harnais pour montage des échafaudages</p>	
Eclairage	<p>Mise en place à l'avancement dans les circulations et maintenance quotidienne =&gt; GROS OEUVRE          poste de travail, éclairage à charge de chaque entreprise, adapté</p>	<p>Les différents corps d'état informeront à l'avancement tout dérive ou dysfonctionnement constaté.          Mise en place d'un éclairage sur les postes de travail =&gt; TCE          Lot en charge de l'éclairage de chantier : adapter l'éclairage des circulations à l'avancement</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.          Nettoyage des postes de travail à l'avancement.          Mise en place et entretien de l'éclairage de chantier à l'avancement (zones intérieures et extérieures)          Pas de stockage dans zone de circulation          L'entreprise Générale assurera l'accès en toiture soit par l'intérieur du bâtiment ou par une tour d'accès extérieure =&gt; l'accès en toiture se fera par l'escalier définitif ou par un moyen d'accès adapté, mis en oeuvre par l'entreprise ayant nécessité d'exécuter des travaux en toiture          Les escaliers devront être libres de circulation (les réseaux de chantier devront cheminer dans les gaines techniques).          Circulations intérieures et extérieures dégagées et nettoyées en permanence :tce          Port des EPI adaptés</p>	<p>Les différents corps d'état informeront à l'avancement tout dérive ou dysfonctionnement constaté.          Respect des balisages mis en place par le gros oeuvre.          port du gilet fluo , respect des cheminements          Les entreprises évacueront régulièrement leurs déchets</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>zone de stockage adaptée et évolutive si besoin pour ne pas stocker dans les cheminements</p> <p>cheminement piéton indépendant, balisé et protégé des circulations engins</p> <p>Prévoir le stockage sur zone de travail que de la quantité nécessaire pour la journée, sans encombrer les voies de circulation</p>	
Travaux à point chaud	<p>Se conformer au chapitre 4.5.5 et 6.5</p> <p>privilégier les travaux par points chauds en extérieur</p> <p>Mise en place d'un extincteur adapté et vérifié + écran sur le poste de travail par le lot concerné.</p> <p>Port des EPI adaptés - balisage des zones de travaux à risque pour les autres corps d'état</p>	<p>Respect des balisages en place.</p> <p>Se conformer au chapitre 4.5.5 et 6.5</p>
Produits dangereux	<p>Se conformer au chapitre 4.5.3.</p> <p>Lors de la visite d'inspection commune, l'entreprise définira les risques pouvant être générés par les produits qu'elle utilise vis à vis des autres corps d'état (pollution atmosphérique, gêne respiratoire, incendie...) et les intégrera dans son PPSPS.</p> <p>En cas d'emploi de produits solvants, respecter les mesures de sécurité élémentaires. Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant. FDS à insérer dans le PPSPS =&gt; TCE</p> <p>Port des EPI suivant FDS</p> <p>attention au stockage des produits dangereux, prévoir rétention et stockage adapté. attention à la compatibilité des produits entre eux</p> <p>Mise en place d'extincteurs conformes et adaptés aux risques sur les postes de travail par l'ensemble des corps d'état.</p> <p>Dans le PPSPS fournir synthèse des FDS avec les risques associés et mesures de prévention</p> <p>Pour les bouteilles de gaz, ne sera stockée sur zone de travail que la quantité nécessaire, et de manière générale, les bouteilles doivent être stockées dans racks adaptés et attachées. En fin de poste, le rack sera déplacé afin de le stocker à l'extérieur des bâtiments, sur une zone dédiée. Attention au stockage et donc à la compatibilité des produits entre eux</p>	<p>Prise en compte par les autres corps d'état des mesures de coordination définies par le CSPS lors de la visite d'inspection commune dans la phase de travaux concernée (périmètre de sécurité, affichage, EPI spécifiques...)</p> <p>Ne pas stocker de matériaux inflammables à proximité des zones de travaux par point chaud.</p> <p>pour toute utilisation de produits pouvant avoir un impact sur les autres, informations à fournir aux entreprises travaillant à proximité + CSPS, si besoin balisage à mettre en place</p>
Chute d'objets, éclats	<p>Protections collectives : voir paragraphe 4.3 du PGC et sous-chapitres.</p> <p>Assurer la sécurité à l'arrière ou sous la zone</p>	<p>Respect des balisages en place / pas de travaux en superposition de tâches =&gt; TCE</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>de travail par la mise en place de balisage (carottage...) =&gt; TCE</p> <p>Refermer les trémies entre les interventions : Lot GO et Lots Techniques</p> <p>Ne pas jeter d'objets (déchets...) des hauteurs balisage à l'aplomb des zones d'approvisionnement</p> <p>vigie au sol pour surveillance renforcée</p> <p>Plinthes sur plancher .</p> <p>Nettoyage en pied de façade à l'avancement.</p> <p>Mise en place de tunnel aux entrées de bâtiment</p> <p>L'entreprise située sur le caillebotis doit la protection de l'entreprise située au-dessous, en particulier, la protection des chutes d'objet à travers la maille du caillebotis.</p> <p>Des travaux par superposition de tâche sur un plancher caillebotis industriel sont interdits sauf dans le cas ou des protections collectives adaptées sont mises en place</p> <p>Evacuation journalière des déchets présent sur la toiture. Interdire tout risque d'envol. Les bigs bags d'évacuation des matériaux doivent être en bon état et rempli en fonction des charges qu'ils sont capables de recevoir (étiquetage présent)</p>	
Engins et matériels	<p>Approvisionnement :</p> <p>Les approvisionnements volumineux devront être réalisés par l'intermédiaire de moyen de levage adapté =&gt; TCE</p> <p>Les aires de stockage et de préparation sont à définir avec le Maître d'Oeuvre à l'avancement du chantier =&gt; TCE</p> <p>Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démonter les protections collectives.</p> <p>Le déchargement des camions devra se faire suivant analyse de risques prenant en compte le risque chute de hauteur adaptez vos moyens (quai de déchargement, PIRL, nacelle ...) ; idem pour élingages containers échelle interdite</p> <p>Condamner les zones de travail</p> <p>Approvisionnement :</p> <p>Aire de stockage et de préparation à définir avec le Maître d'OEuvre à l'avancement du chantier =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Nettoyage des zones à effectuer régulièrement par l'ensemble des intervenants =&gt; TCE</p> <p>Planification des travaux à faire valider par MO et MOE et à diffuser =&gt; TCE</p> <p>L'entreprise Générale pourra dans la mesure du possible mettre à disposition ses moyens de levage aux autres corps d'état jusqu'au</p>	<p>Prise en compte par les autres corps d'état des mesures de coordination définies par le CSPS lors de la visite d'inspection commune dans la phase de travaux concernée (périmètre de sécurité, affichage, EPI spécifiques...)</p> <p>Ne pas stocker de matériaux inflammables à proximité des zones de travaux par point chaud.</p> <p>pour toute utilisation de produits pouvant avoir un impact sur les autres, informations à fournir aux entreprises travaillant à proximité + CSPS, si besoin balisage à mettre en place</p> <p>Port de vêtements à haute visibilité obligatoire pour tous les intervenants =&gt; TCE</p> <p>Respect des zones de stockage des matériaux, pas de stockage dans les circulations =&gt; TCE</p> <p>ne pas entrer dans zone balisée, zone de levage</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>clos couvert par le biais d'une convention commune. L'entreprise générale informera les autres corps d'état de ses capacités de manutention.</p> <p>Les engins pour les appros seront adaptés afin de ne pas avoir à démonter la moindre protection collective</p> <p>Grue : =&gt; GROS OEUVRE</p> <p>Balisage des zones de levage</p> <p>Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges. Chef de manoeuvre en liaison radio avec grutier. le chef de manoeuvre sera en contact visuel avec la charge en permanence tant que celle ci est en mouvement.</p> <p>Mise en place d'un système d'interférence de grue et de zones interdites</p> <p>Engins : =&gt; TCE</p> <p>Bip de recul / Gyrophare sur engin /</p> <p>Planification des travaux / Nettoyage des zones =&gt; TCE</p> <p>CACES et autorisations de conduite obligatoires pour les lots concernés =&gt; TCE</p> <p>,aire de nettoyage, vérification périodique à jour et sans réserves Création d'un accès piétons différent des accès engins</p> <p>vigie obligatoire pour toute manoeuvre de véhicule</p> <p>Organiser une réunion de coordination avec le GO pour les approvisionnements. Ou :</p> <p>Mise en place de recettes par le GO, approvisionnements à la grue. Voir planning engins à jours de vérification périodiques et sans réserves</p> <p>- Charges, matériaux dépassant le gabarit du godet ou fourche des pelles, manuscopiques =&gt; fixation des matériaux pour éviter tout basculement pendant le transfert, vigie tout au long du déplacement afin de sécuriser le transfert et bloquer la circulation si besoin</p>	
Inhalation poussières	<p>Privilégier un mode opératoire ne générant pas de poussières. Le cas échéant, il appartient à l'entreprise génératrice des nuisances, telles que les émanations de poussières, vapeur délétère, de mettre en oeuvre les moyens nécessaires à la mise en sécurité des autres intervenants (captation à la source, aspiration, ventilation, capotage (projection) travail par humidification ou brumisation)</p> <p>PORT DES EPI ADAPTES</p>	Coactivité interdite dans le cas où le lot concerné ne peut éviter de générer de la poussière.
Collision, heurt	<p>Laisser l'accessibilité à l'ouvrage /</p> <p>Signalisation / Balisage des zones à risque</p> <p>=&gt; TCE</p> <p>nettoyage voirie aussi souvent que</p>	



Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>nécessaire            homme trafic pour entrée et sortie des véhicules            vigie en permanence lors de toute manoeuvre d'engins ou véhicule</p>	
Chute et heurt avec charge en mouvement	<p>Balisage des zones de levage            Chef de manoeuvre pour guider le grutier et élinguer les charges            plan de levage et adéquation de levage corde de guidage pour ne pas mettre les mains sur les charges            chef de manoeuvre en liaisons radio obligatoire avec le grutier            Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux ou de personnel</p>	<p>Respect des zones protégées / Balisées            Respect des zones de déchargement            Port des EPI adaptés            Donner ses besoins quotidiens en levage            Assurer le colisage et élingage des charges</p>
Contact électrique direct ou indirect	<p>Installation électrique armoire et coffrets en nombre suffisants : Lot GO            Vérification électrique des installations de chantier par un organisme agréé            Utilisation d'appareil étanche maintenance des équipements par le GO, vérification périodiques et réserves levées à l'avancement            rallonge limitée à 25m maximum =&gt; les coffrets seront mis en place en nombre suffisant            Les travaux dans les postes électriques s'effectueront conformément à l'application de la norme NF C18-510 (zones de travail définie en volume avec matérialisation de l'entrée).            Tous les travaux seront effectués par du personnel possédant le titre d'habilitation adaptés aux travaux à réaliser. L'accès aux postes reste soumis à une autorisation des exploitants concernés, pour des interventions hors consignation dans l'environnement de pièces nues sous tension et nécessitant la prise d'autorisation de travail.</p> <p>Pour les travaux au voisinage de canalisations ou d'installations électriques, la mise hors tension des installations doit être privilégiée. Les travaux ne peuvent débuter qu'après consignation des installations avec remise d'une attestation de mise hors tension. Le rétablissement de la tension ne peut s'effectuer que sur la production d'une attestation de fin de travaux. Une procédure de consignation doit être formalisée</p> <p>Matériel en bon état. Coffret disposant d'un disjoncteur de protection.</p>	<p>Pas d'intervention dans les coffrets électriques            Utilisation d'appareil étanche</p>
Travail isolé	chaque entreprise prendra les mesures d'organisation nécessaires, afin qu'aucun	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	salarié ne puisse se retrouver à aucun moment en situation de travailleur isolé, notamment en période de levée de réserves	
Rupture, effondrement	La contrainte relative à la surcharge admissible de chaque plateforme de travail et de circulation (passerelles et planchers caillebotis,.....), doit être intégrée dans la procédure de délivrance des permis de travail, afin que les éventuelles dispositions complémentaires soient mises en oeuvre en préalable, afin de prévenir tous risques liés à déformation ou dégradation de ces éléments (plaque de répartition, etc....)	
Inflammation, explosion	Les zones à risque d'explosion sont délimitées et signalées, conformément au plan de zonage ATEX. Veiller à la formation du personnel d'intervention. Sensibilisation et formation au risque d'explosion du personnel et ses sous traitants. Organiser l'évacuation du personnel. Mettre en place des moyens d'alarme et des moyens d'extinction pour les équipes de première intervention. Informer les services de secours extérieurs (pompiers). Interdiction de fumer sur le site en dehors des zones prévues à cet effet. Seuls les radios ou téléphones ATEX sont autorisés dans l'emprise des zones considérées. Port obligatoire des EPI adaptés aux risques et à l'environnement ainsi qu'un détecteur gaz individuel.	
Eclairage	Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.	

### Séquence : 3 - VRD

#### VRD

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Chute d'objets, éclats	Guidage des manœuvres Neutralisation des zones de levage, et des cônes de chutes Planification précise des travaux Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels	Respect impératif des zones neutralisées Vigilance lors des levages Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels
Chute et heurt avec charge en mouvement	Grue mobile en adéquation avec les charges levée, équipée d'un anémomètre.neutralisation des zones de levage Chef de manœuvre pour guider le grutier et élinguer les chargesArrêt des	Respecter le balisage en place. Ne pas travailler ni circuler dans la zone de danger.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	travaux si le vent dépasse les limites constructeur (grue et nacelle automotrice). Si invisibilité le chef de manoeuvre sera en communication radio permanent avec le grutier	
Chute et heurt avec charge en mouvement	Les engins ou véhicules appelés à se déplacer dans les zones de chantier sont guidés dans toutes leurs manoeuvres à effectuer. Ils sont équipés d'avertisseurs sonores de recul. Le personnel à pied chargé de cette tâche de guidage doit avoir reçu une formation appropriée. Neutralisation de l'aire de giration des parties mobiles des engins et les zones accessibles.	Interdiction de circuler dans l'aire de giration des engins.
Chute et heurt avec charge en mouvement	Aucun survol de charge au dessus des zones en travaux	
Collision, heurt	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.	Aire de stockage des agrégats, non surchargée et interdite à tout piéton. Pas d'interférence de circulation entre chargeuse et camion d'approvisionnement.
Collision, heurt	Séparation des zones d'activité des engins de celles des ouvriers,	Respect du balisage
Collision, heurt	Laisser les voies d'accès libres, baliser les fouilles et les cheminements piétons. Engins équipés d'un avertisseur de recul sonore et lumineux. Les camions seront guidés par une homme trafic pour les marches arrières. Les rampes d'accès au fond de fouilles seront d'une largeur suffisante pour dissocier le cheminement piéton des flux des engins de chantier.	Port du gilet réfléchissant Respecter les cheminement balisés
Collision, heurt	MISE EN PLACE DES MOYENS ADEQUATES POUR SEPARER LES DIFFERENT FLUX (PERSONNEL AU SOL / ENGINS). ENGINS Mise en place de "chargés de circulation" équipé d'un gilet réfléchissant pour gérer le trafic. Le trafic lié aux travaux et à l'approvisionnement ou aux évacuations, fera l'objet d'une organisation rigoureuse, afin d'éviter tous risques d'accidents aux entrées et sorties du chantier	RESPECTER LES MOYENS MIS EN PLACE
Contraintes météorologiques	Planifier le travail en fonctions des conditions météorologiques. Par fortes chaleur : Aménager les horaires de travail pour éviter les heures les plus chaudes Porter des vêtements favorisant l'évaporation de la sueur (vêtements légers en coton, de couleur clair...) Boire régulièrement Multiplier les pauses de récupération à l'ombre Eviter de consommer des boissons à forte teneur en caféine ou en sucre Réduire ou différer les efforts physiques importants	Les grues et nacelles seront équipées d'un anémomètre ce qui permettra au chef de manoeuvre, qui en a l'obligation, d'arrêter immédiatement tout levage. Précautions à prendre en cas de conditions atmosphériques ou climatiques défavorables (vent – neige et verglas) : pour des vents > à 65 km/h arrêter les travaux Le travail ne peut continuer que si toutes les précautions sont

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>Utiliser des aides mécaniques à la manutention</p> <p>En cas d'intempéries :</p> <p>Mettre à disposition les équipements de protections individuelles et vêtements adéquats (gants, pantalons, anoraks, bonnets...)</p> <p>Mettre à disposition des boissons chaudes</p> <p>Fractionner l'exposition au froid et multiplier les pauses dans un local chauffé</p> <p>Réduire ou différer les efforts physiques importants</p> <p>Utiliser des aides mécaniques à la manutention.</p>	<p>prises pour assurer la sécurité du personnel.</p> <p>Une plaque indiquant les limites d'emploi de la grue en fonction de la vitesse du vent doit être apposée en permanence auprès du conducteur.</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>Platelage pour circulation sur zone ferrailage.</p> <p>Mise en place de passerelle d'accès stable et sécurisée. (passerelle de franchissement de fouille, accès en fond de fouille)</p> <p>Circulations dégagées.</p>	
Déplacement de plain-pied	<p>La chaussée doit rester propre ; la nettoyer régulièrement (balayeuse) et à chaque demande du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS et mise en place d'une aire de lavage</p> <p>L'évacuation des terres et boues sera soigneusement préparée et organisée avec les différents services intéressés.</p> <p>L'ensemble des panneaux de déviation et de signalétiques de chantier doit être mis en place, conformément à la réglementation, et entretenus jusqu'au terme des travaux</p>	<p>Respect impératif des zones neutralisées</p> <p>Port des EPI adaptés, et éloignement des personnels</p> <p>Interdire les exportations des boues sur les voiries sans nettoyage</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Création de cheminements piétons stabilisés, selon plan de circulation préalablement soumis. Ces cheminements seront matérialisés (GBA lestées, barrières type TP, filets orange sur supports verticaux avec protections en tête).Création de rampe d'accès ou mise en place d'emmanchements provisoires pour accéder à la plateforme.</p>	<p>Emprunter les circulations piétonnes définies.</p>
Déplacement de plain-pied	<p>Les trémies ou regard sont munis de tampons provisoires ou définitifs assurant une protection contre les chutes de plain-pied. En l'absence de tels dispositifs, un balisage est mis en place et entretenu jusqu'à la disparition du risque.</p>	<p>Interdiction de franchir un balisage de sécurité.</p>
Engins et matériels	<p>"Les engins seront à jour de leurs vérifications périodiques et sans r"serve ou attestation de levée de réserves fournie</p>	<p>Sans co-activité avec les autres lots</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	<p>préalablement</p> <p>Les conducteurs posséderont une autorisation de conduite."</p>	
Environnement naturel	<p>Le tri soigné des déchets est imposé, les bennes et palettes box seront clairement identifiées par des panneaux. Chaque entreprise veillera à évacuer ses déchets à l'avancement de ses tâches et dans tous les cas avant de quitter sa zone de travail</p>	
Eclairage	<p>Chaque poste de travail doit bénéficier d'un niveau d'éclairage suffisant. S'agissant de travaux en extérieur, si l'éclairage naturel ne suffit pas, l'entreprise doit assurer la mise en place d'appareils d'éclairage conformes aux normes de chantier. Ceux-ci sont à la charge de chaque entreprise.</p>	
Inflammation, explosion	<p>Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'encadrement de chantier. extincteur adapté et vérifié sur poste de travail EPI adaptés (vêtements ignigugés, lunettes, gants, ...) surveillance rigoureuse après points chauds pour éviter tout feux couvants</p>	Accès interdit à la zone de travail
Multi danger	<p>Protection contre les blessures térébrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement)</p>	
Multi danger	<p>Lors des opérations de terrassement, la découverte de tout objet suspect, type obus, caisse ... entraînera l'arrêt immédiat de l'opération en cours, l'évacuation des personnels à proximité, la mise en place d'un périmètre de sécurité balisé, et l'appel de la Préfecture pour identification. Les travaux ne reprendront qu'après autorisation écrite de la Maîtrise d'œuvre.</p>	
Rupture, effondrement	<p>Assurer la stabilité des terres (à la charge de l'entreprise) Mettre en place une protection et un balisage de surface pour interdire les risques importés et exportés Mise en place de bernes de 40cm minimum en bordure de fouilles Les fouilles en tranchée de plus de 1,30 mètre de profondeur et d'une largeur égale ou inférieure aux deux tiers de la profondeur doivent, lorsque leurs parois sont verticales ou sensiblement verticales, être blindées, étrépillonnées ou étayées et selon nature du terrain Faire dépasser les blindages d'au moins 15cm par rapport au niveau de sol Accès en fond de fouille à l'aide d'une échelle fixée en pied et en tête. L'échelle d'accès devra impérativement dépasser le niveau de</p>	<p>Accès interdit en bordure de fouilles Utilisation des cheminements mis en place</p>

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	sol d'au moins 1m Réaliser les pompages en fond de fouilles en cas d'accumulation d'eau Installation de passerelles de franchissement des tranchées en nombre suffisant	
Rupture, effondrement	L'exécution des fouilles doit se faire par tronçons de 20 m qui doivent être remblayés à l'avancement, aucune fouille ne peut rester ouverte en fin de journée. Afin de supprimer les risques d'ensevelissement, l'entreprise doit respecter les dispositions suivantes : obligation de blinder une fouille étroite de plus de 1 m 30 de profondeur - Interdiction de sortir de l'emprise du blindage. Ne jamais surcharger les bords de fouilles,	Éviter tout dépôt de matériel ou de matériaux et toute circulation de véhicules et d'engins à proximité de la tranchée
Rupture, effondrement	les zones excavées (pieux, paoris moulées,...) seront balisées correctement sur la totalité de leur périphérie Un cheminement piéton sera également mis en place afin de ne pas devoir circuler entre ces zones excavées	
Multi danger	nettoyage des toupie avant sortie du chantier ainsi que lave roues curage nettoyage des plateformes régulièrement pour éviter tout risque de chute de plain pieds ou glissade	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés,
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que l'entreprise GO soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives. Jusqu'à l'achèvement de ses travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.

L'entreprise du LOT GO aura à sa charge, la fourniture, la mise en place, la maintenance des protections collectives et accès provisoires pendant toute la durée du chantier

L'ensemble des protections collectives mises en oeuvre par l'entreprise sur le chantier devra être décrit dans son PPSPS.

Les protections collectives devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :

- Être toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque,
- Être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans démontage, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur, de ses sous-traitants ou des entreprises appelées à lui succéder sur la partie d'ouvrage considérée (en particulier pour les travaux de couverture sur les toitures, pose de couvertines, et terrasses, et les travaux de serrurerie sur les balcons).

Sauf accord particulier préalable, seule l'entreprise du LOT GO ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisée à la déposer.

Cependant, une protection collective ne pourra être déposée que dans les cas suivants :

- Disparition du risque liée à l'avancement des travaux,
- Protection collective définitive de l'ouvrage mise en place et suffisante pour les travaux qui restent à réaliser,
- Un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en oeuvre. (Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise qui entre dans ce cas).

Si, à la fin des travaux de l'entrepreneur, un ou plusieurs risques subsistent sur l'ouvrage, les prescriptions édictées ci-dessus restent applicables. Ce dernier devra donc, le cas échéant, se rapprocher du coordonnateur sécurité afin que des dispositions puissent être définies en concertation avec le maître d'oeuvre et les autres entrepreneurs appelés à lui succéder.

Les sécurités collectives concernent notamment :

- la protection contre les blessures téleribrantes (les aciers en attente ne devront pas présenter de risques d'empalement),
- la protection contre les chutes autour des fouilles et des tranchées,
- la protection contre les chutes d'objets à l'aplomb des entrées du bâtiment par auvents ou passages couverts,
- la protection périphérique lors des élévations de façades, suivant réglementation de septembre 2004 (garde-corps complet avec plinthe basse ou cadre avec filet).
- La protection contre les chutes de hauteur au niveau des accès et des escaliers, des ouvertures extérieures, des gaines et des trémies, des toitures terrasses, des réservations diverses, etc.
- La protection contre les chutes de hauteur au niveau des toitures terrasses conformément aux recommandations de la commission de sécurité de la chambre nationale de l'étanchéité et du décret 65.48 du 8 janvier 1965.application de la norme NFP 93355 NF E 35015.
- L'accès aux toitures terrasses devra se faire depuis une tour escalier de 1,2 m de largeur minimum afin de permettre le passage des brancards ou tout autre moyen en concertation avec le Coordonnateur SPS.

Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise pour son intervention personnelle (échafaudages, filets de protection,pare gravois etc.) ne pourront être déplacés ou modifiés que par cette dernière

Chaque entreprise titulaire de marché aura à sa charge, la fourniture, la mise en place, la maintenance des protections collectives jusqu'à leur dépose définitive ou jusqu'à la fin de ses travaux. Cependant, en fin de mission, l'entreprise s'assurera auprès du MOE et du CSPS par écrit, avant tout démontage des protections collectives, de la continuité des protections avec l'entreprise devant lui succéder. Aucune zone ne devra être dépourvue de protections entre 2 prestations de titulaire

Dispositions exceptionnelles dans le cas de difficultés

Tout corps d'état, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par le lot désigné au chapitre ci-avant, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace et au moins équivalente à celle décrite au chapitre ci-avant. Dans ce cas, il lui appartient d'en assurer la maintenance jusqu'à la fin de ses travaux.

Une procédure devra être établie dans le PPSPS par l'entreprise concernée. Enfin, si nécessaire, les protections initiales seront remises en place à la fin de cette intervention ; l'objectif étant d'assurer la continuité de la protection collective.

Par ailleurs, il est utile de préciser les points suivants :

- Les ouvertures dans l'ouvrage en cours d'exécution, qui ne sont pas solidement obturées, devront comporter des garde-corps.
- Pose, à l'avancement, de garde-corps provisoires en périphérie des planchers. La position des garde-corps devra tenir compte de l'emplacement des équipements définitifs (menuiseries extérieures, garde-corps, ...).La pose de garde-corps à pince est à proscrire.

Dès que possible :

- Les réservations devront être rebouchées ;
- Les éléments définitifs de protections devront être mis en place (garde-corps, escaliers, portes palières d'ascenseurs, etc.).
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux devra donc être mise en place. L'entreprise devra définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle mettra en place
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositif nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS sera informé des compléments ou modifications ainsi apportées avant toute intervention sur le site.
- Priorité sera donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage devront être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information sera faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives sera identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)  
Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précisera le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Ouvre et du Coordonnateur SPS, elle devra passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications devront être soumises au Coordonnateur et feront l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Ouvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire, dans toute la mesure du possible, les gênes, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc

L'entreprise doit respecter le PGC et les principes généraux de prévention. Remise du PGC aux entreprises par le Maître d'ouvrage.

Concessionnaires :

Les réseaux existants devront apparaître sur le plan d'installation de chantier et être tracés au sol sur chantier DT + investigations complémentaires organisées par MOA en phase CONCEPTION.

En phase REALISATION le MOE organise les travaux en collaboration avec les concessionnaires (DICT réalisées par entreprises, et récépissés fournis dans PPSPS)

Le MOA fait réaliser les piquetages sur le terrain et protections des réseaux aériens, enterrés

Respect des distances des périmètres de sécurité pour l'ensemble des réseaux =>Respects de recommandations des concessionnaires suite du retour des DICT et des informations liés au plan de récolement réseaux bailleur=>A détailler dans le PPSPS. Assurer la présence d'un surveillant de travaux électrique dûment formé et habilité pour vérifier le respect des règles réglementaires et recommandations des concessionnaires.

#### INTERVENTION DES CONCESSIONNAIRE OU ASSIMILES SUR CHANTIER

La MOA aidé de la MOE organise une réunion de concertation entre MOA (concessionnaires) afin d'organiser le chantier de raccordement et de définir les règles d'intervention sur le chantier

#### AMIANTE/PLOMB

=>Rapport obligatoire de repérage amiante avant travaux/démolition pour tout ouvrage dont la construction est antérieure au 01/07/97

=>Rapport obligatoire de repérage plomb pour les constructions antérieures à 1949. Le rapport de repérage Plomb avant travaux reste fortement recommandé pour les ouvrages compris entre 1949 et 1974, à faire en fonction du type de travaux pour les ouvrages postérieurs à 1975. Le plomb est totalement interdit dans les peintures depuis mai 2015.

=>Rapport obligatoire de repérage amiante / HAP pour les enrobés obligatoire pour les enrobés antérieurs à 1995 (circulaire du 15 Mai 13)

=>Toutes les entreprises intervenantes doivent prendre connaissance de l'ensemble des rapports de repérage amiante/plomb avant travaux pour analyse avant leur intervention. Prendre en compte les recommandations du diagnostiqueur (mode d'intervention, état de dégradation, ...)

=>Les travaux sur matériaux contenant de l'amiante et/ou plomb sont réservés exclusivement aux entreprises certifiées/agrées avec personnel formé tel que prévu réglementairement

=>En vertu des Principes Généraux de Prévention, un retrait des matériaux contenant amiante et/ou plomb doit être opéré préalablement, sans aucune coactivité et intervention simultanée,

=> Les travaux (de toutes natures) ne sont pas autorisés pour les zones non diagnostiquées ou ayant fait l'objet de réserves.

=>Pour conseil et information aux intervenants, nous rappelons que toute découverte fortuite d'amiante doit être portée à la connaissance de la MOE, MOA et CSPS, et sanctionnée par arrêt des travaux, pour faire



procéder aux investigations complémentaires avant intervention par le MOA

=> Nous demandons à la MOE d'assurer l'exhaustivité et l'adéquation du périmètre défini dans les rapports de repérage avec l'enchaînement des travaux => pilotage des compléments de repérage éventuel pour l'enclenchement des travaux par la MOE

=> La MOE doit faire apposer sur le terrain la signalétique permettant le repérage des zones de dangers (amiantées)

=> Comme pour l'amiante, l'ensemble des polluants (...) doit faire l'objet d'un suivi rigoureux des déchets (EPI, déchets, traitement des eaux de rinçage, ...) La traçabilité est à tenir à disposition de la MOA

L'entreprise et la MOA doivent respecter les mesures réglementaires (point 0, Ctrl visuels, mesures restitutives, libératoires, ...)

Contrôle visuel avant déconfinement par le désamianteur : pour s'assurer que tous les matériaux amiantés ont bien été retirés

Mesure d'empoussièrement « 1ère restitution » avant déconfinement par le désamianteur : pour s'assurer de l'absence d'amiante dans l'air avant dépose du confinement

Contrôle visuel après déconfinement à charge du MOA : pour s'assurer que tous les matériaux amiantés ont été retirés

Mesures d'empoussièrement de fin de travaux (sous-entendu travaux de désamiantage) après déconfinement à charge du MOA : pour s'assurer de l'absence d'amiante dans l'air avant de permettre l'accès aux locaux aux entreprises

Mesure d'empoussièrement « 2e restitution » à charge du MOA : pour s'assurer de l'absence d'amiante dans l'air avant de permettre l'accès aux locaux à son personnel

Mesures mises en place en cas de pollution accidentelle, à détailler dans PPSPS

Amiante terrassement

En cas de découverte d'amiante lors des opérations de terrassement, le MOA fera procéder à un arrêt de chantier et fera missionner un diagnostiqueur afin que ce dernier contrôle et lève l'interrogation sur la présence ou non d'amiante.

Les éventuels travaux de terrassements ou sur matériaux susceptibles de contenir de l'amiante doivent faire l'objet de point d'arrêt en cas de suspicion de matériaux amiantés. Le personnel affecté à ces travaux devra être formé conformément à la réglementation

Consignation des réseaux :

Le MOA délivrera le PV de consignation des réseaux et fluides. Les entreprises concernées s'assureront de l'absence de réseaux et fluides avant tout démarrage travaux (VAT, ...)

L'entreprise précisera dans son PPSPS les modalités de gestion pour les essais / Raccordements

Raccordement électrique :

A charge du lot suivant CCTP qui fournira PV de vérification

Coffrets secondaires en nombre suffisant afin de limiter les rallonges. Il est rappelé que les coffrets électriques doivent être maintenus fermés, conformes et bon état.

Pour rappel, les rallonges électriques sont à dérouler complètement, sans entraver la circulation ;

L'éclairage des postes de travail est de la fourniture des entreprises intervenantes

Moyens mis en commun : (Levage, échafaudage, grue, etc...) A DEFINIR ; si mise en commun de moyen, convention de prêt/utilisation à établir

Organisation des secours Sauveteur Secouriste du Travail (SST) :

Nom des secouristes : à fournir dans ppsps : 1 SST pour 20, ou par zone de travail « isolée », Moyens (: trousse de pharmacie mise à jour dans le véhicule de chantier

Les consignes à appliquer lors d'un accident (appel du secouriste, appel des secours) => APPEL DIRECT DES POMPIERS VIA LE 18 OU 112, ET PREVENIR SST, PREPARER L ARRIVEE DES SECOURS SUR LE SITE. Liste des SST doit être affichée sur le chantier.

Pas de travailleur isolé, Les entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai, à décrire dans PPSPS,

Coactivité :

Pour prise en compte dans la planification et pilotage par la MOE :

L'ensemble du chantier doit être balisé et signalé. Pas de travaux en superposition. Tous travaux doit être

décalés dans le temps ou dans l'espace.

Chaque entreprise doit s'isoler des autres intervenants par balisage & barriérage des postes de travail incluant le périmètre de sécurité (ex : chute d'objet, projection, ...) .

Mettre en place des mesures efficaces afin d'interdire l'accès du personnel non dévolu à réalisation de votre poste de travail

Les travaux susceptibles d'étendre des gênes en dehors de ces zones (produits dangereux, poussière, bruit, ...) doivent être organisés. Les entreprises doivent éliminer les risques à la source (captation des poussières, emploi de produit non dangereux, ...) et communiquer au MOE et aux autres intervenants les risques et les mesures à prendre (signalisation, zone interdite, ...)

Aucun danger ne doit perdurer après démobilisation d'une entreprise

**Les entreprises DOIVENT RESPECTER LES ZONES D'EXCLUSION DEFINIES PAR LES ENTREPRISES**

Les accès communs doivent demeurer libres de tout obstacle en toute circonstance

Ne pas confondre balisage et protection collective ! la rubalise et les chainettes ne sont pas des protections ... mais un avertissement d'une zone de danger

Rappel : circulation interdite sous les charges en mouvement et dans les zones d'évolution des engins ( y compris angles mort).

Le cheminement piéton doit rester distinct de l'accès des engins.

Le MOE organise les travaux afin de prévoir la stabilisation et remblaiement des pourtours des ouvrages pour mise en place des échafaudages périphériques

- Clôtures balisage zone de travail:

Les zones de travail séparant les différentes entreprises doivent être délimitées

Balisage des cheminements piétons et maintenance de ceux-ci,

balisage zone de stockage,

balisage des zones de travail,

Balisage des zones d'évolution des grues et des nacelles

- Levage MANUTENTION:

Rappel de l'interdiction de survol des charges au-dessus des compagnons => Rôle important du chef de manœuvre qui est le chef dans sa zone et qui doit faire « évacuer » toute personne (compagnons, MOE, autres, ...) de la zone d'évolution de la charge. Cependant chaque intervenant doit également s'assurer qu'il n'entre pas dans une zone de survol

Chef de manœuvre obligatoire en permanence sur la zone pour tout levage et celui-ci doit être en liaison radio permanente avec le grutier. Il doit être en contact visuel avec la charge en permanence

Cordes de guidage sur charge pour ne pas mettre les mains dessus et éviter l'écrasement

rappel de balisage des zones d'évolution de grue ou de nacelle. De plus le personnel dans le panier nacelle s'assurera régulièrement que personne ne se trouve à l'aplomb, vigie au sol et balisage adéquat obligatoire

Le levage spécifique des éléments de structure ou des éléments lourds devra faire l'objet :

d'études de levage et plans de cinématique levage associés,

de mode opératoire détaillé,

d'un plan de levage.

Privilégier également les manutentions mécaniques plutôt que manuelle

Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démonter les protections collectives.

Protection collective :

Avant tous travaux, un état des lieux de la zone sera effectué afin de définir les mesures à prendre.

Chaque responsable d'entreprise doit s'assurer que les zones où est appelé à intervenir son personnel sont bien équipées de protections collectives contre les chutes de hauteur et que ces protections sont adaptées à l'intervention de l'entreprise.

En aucun cas, le personnel ne doit intervenir dans une zone non ou mal protégée. En tous lieux et tout moment, le personnel doit être protégé des risques de chute de hauteur.

Privilégier protection collective, en vertu des principes généraux de prévention.

Maintenir et ne pas retirer/modifier les protections collectives en place

Protection individuelle : A minima casque, chaussure de sécurité gilet haute visibilité gants, lunette de protection, puis EPI suivant taches

Les EPI de type harnais ne pourront être utilisés que s'il y a impossibilité technique d'assurer la protection collective. A justifier dans PPSPS via une analyse de risques + fournir mode opératoire précisant l'ancrage retenu ainsi que la justification de sa tenue à la chute, le matériel d'assujettissement prévu. (Notice employeur)

intervention sur des matériaux dégagant de la poussière contenant de la silice cristalline (produit CMR)

Tous les travaux qui produisent de la poussière de silice cristalline sont à risque, qu'il s'agisse d'activités de démolition, de décapage, de réalisation de béton... Plus la poussière dégagée est fine, plus le risque sanitaire est important.

Le risque d'exposition aux poussières de silice cristalline est amplifié en milieu clos. Afin de réduire les émissions de poussières pouvant contenir de la silice cristalline, des mesures de prévention collectives doivent être mises en œuvre.

Les mesures les plus efficaces sont la captation à la source d'émission ainsi que le travail à l'humide. Quand cela est possible, il est important de bien ventiler la pièce pour que la poussière de silice cristalline soit évacuée.

A défaut, des mesures individuelles devront être mises en place => protections respiratoires adaptées, lunettes, gants, ...

Procéder au nettoyage régulier des lieux de travail (à l'aide d'un aspirateur équipé d'un filtre à très haute efficacité

Travaux en hauteur :

Il est rappelé que les échelles ne sont considérées que comme moyen d'accès et non comme poste de travail.

Le travail à l'échelle est interdit. Le port de charge doit rester exceptionnel et limité à des charges légères et peu encombrantes pour ne pas empêcher une prise sûre

Les échelles utilisées doivent être conformes, en bon état, attachées en tête et dépasser la hauteur à atteindre de 1,00 mètre minimum.

Chaque entreprise est tenue de respecter les dispositions du décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 relatif à l'utilisation des équipements de travail mis à disposition pour les travaux temporaires en hauteur. => utilisation de PIRL, gazelle, échafaudage ou dispositif équivalent

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées.

Assurer la continuité des protections collectives pendant toute la durée de l'intervention

Les protections collectives définitives devront être mise en place avant dépose de la protection collective provisoire afin de maintenir une continuité protection collective en tous lieux.

Le CSPS rappelle qu'il faut privilégier la protection collective. La protection individuelle contre les risques de chute de hauteur n'étant que de dernier recours

Accès en hauteur : si accès commun => convention de mise à disposition à établir

La nacelle est utilisée comme poste de travail et non en moyen d'accès

Personnel assujettit dans panier nacelle sur ancrage prévu par le constructeur

Présence d'une vigie au sol obligatoire avec autorisation de conduite et balisage de la zone d'évolution, la vigie ayant été formée à minima aux manœuvres d'urgence de la nacelle afin de pouvoir descendre le panier en cas d'urgence,

Les échelles sont utilisées uniquement en moyen d'accès, pour des faibles hauteurs, au-delà prévoir des sapines d'accès ou équivalent

Echafaudages Les échafaudages devront être montés et réceptionnés par du personnel formé selon décret du 01 septembre 2004. Port du harnais lors du montage de l'échafaudage.

Travaux uniquement à partir de l'échafaudage et pose à l'avancement. Si échafaudage sur voie publique => demande d'autorisation d'emprise de voirie à demander en mairie

Remblai périphérique des constructions à organiser par le MOE. Assurer la stabilité du sol pour la mise en œuvre d'échafaudages de pieds

Si échafaudage accessible depuis la voie publique, prévoir protection/ fermeture de ceux-ci afin qu'aucun tiers ne puissent y avoir accès.

si ces échafaudages servent à d'autre entreprise une convention d'utilisation devra être établie.

établir un procès-verbal de réception écrit et contradictoire entre monteur et demandeur

Vérification avant mise ou remise en service : Lors de la 1ère mise en service et lors de tout changement de site après un démontage suivi d'un remontage.

Vérification journalière : Vérification quotidienne de l'état de conservation.

Vérification trimestrielle :

vérification approfondie de l'état de conservation pour les échafaudages en service.

Convention d'utilisation/ mise à disposition à établir entre le propriétaire de l'échafaudage et entreprises devant l'utiliser

L'utilisation d'un échafaudage nécessite un rapport d'adéquation.

Des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) devront être installés par l'entreprise, au-dessus et à l'aplomb des accès du bâtiment.

Echafaudage de pied à conformer suivant Recommandation R408

Echafaudage mobile à conformer suivant Recommandation R457

Approvisionnement Livraisons: voir DHOL avec partie entreprise à compléter et annexer au PPSPS

APPRO à l'avancement. respecter le cheminement défini, appro manuel => port des EPI, privilégier auxiliaires de manutention, adéquation entre effectif et charge à transporter, formation geste et posture du personnel

Les chauffeurs des camions de livraison ou de reprise de matériel doivent garer leur véhicule sans gêner la circulation et se présenter au chef de chantier de l'entreprise intéressée pour se faire indiquer la ou les zones de déchargement.

Aucune manœuvre ne doit être effectuée, à l'intérieur ou à proximité du chantier sans guide de manœuvre.

Un balisage conforme doit être installé de part et d'autre de la zone de déchargement

Les chauffeurs sont sous la responsabilité de l'entreprise ayant commandée la livraison et seront équipés des EPI adéquats. Le chef de chantier indiquera au livreur préalablement les risques auxquels il peut être soumis.

Les livreurs sont également soumis aux règles du chantier, il est de votre responsabilité de vous assurer qu'ils portent les EPI adéquats dès lors qu'ils quittent leur cabine, et qu'ils restent sur la zone de déchargement uniquement. Sinon c'est à vous de leur fournir les EPI manquants.

Les moyens d'approvisionnement seront adaptés afin de ne pas démonter les protections collectives.

Le déchargement des camions devra se faire en prenant les mesures de prévention liées aux risques de chute de hauteur depuis le camion ou le matériel; idem pour élingages du matériel

Condamner les zones de travail

Stockage : matériel amené à l'avancement dans zone de stockage suivant plan d'installation de chantier ou uniquement dans la zone de travaux pour les besoins du jour. Les cheminements doivent demeurer libres et sans obstacles à l'avancement.

Les produits dangereux doivent être identifiés et sur bac de rétention.

FDS sur site, fournir dans PPSPS synthèse des FDS avec produits, risques et mesures de prévention liées aux produits;

EPI suivant FDS

Ne pas stocker des produits pouvant avoir une interaction entre eux, (se rapprocher des FDS),

Travaux par point chaud : permis feu avec le service sécurité

Prévoir extincteurs adaptés et vérifiés par poste de travail et écran de protection + surveillance après travaux

EPI adaptés aux points chauds (vêtements, lunettes étanches, gants, ...)

Les feux de toute nature sont interdits sur le chantier

Organiser le poste de travail pour supprimer à la source les risques de projections, sinon mise en place d'écran de protection

Engins de chantier :

Le personnel sera en possession de l'autorisation de conduite de l'employeur ou du CACES et l'engin sera à jour des vérifications périodiques exempt de réserves ou réserves levées

Si livraisons par engins de matériel en toiture ou terrasse, ceux-ci devront être adaptés afin qu'il n'y ait pas de démontage des protections collectives provisoires,

Balisage + Vigie en permanence pour s'assurer de l'absence de tiers à l'entreprise dans la zone d'évolution de l'engin, en tenant compte de la courbe de chute

La vitesse d'évolution des engins doit être adaptée à la nature du terrain.

Charges, matériaux dépassant le gabarit du godet ou fourche des pelles, manuscopiques => fixation des matériaux, vigie tout au long du déplacement afin de sécuriser le transfert et bloquer la circulation si besoin

Rappel des pré-requis à l'emploi d'engin (liste non exhaustive) :

- Sol stable et compatible avec l'évolution des engins
- Interdire du personnel dans les angles mort
- Eviter les collisions d'engins via homme trafic
- Respecter les recommandations des fabricant d'engin
- Flux engins et piétons distincts

Dans bâtiment fermé ou presque fermé, privilégiez engins non thermiques, sinon mise en place de mesures complémentaires (extraction, ventilation forcée)

Installation d'éclairage

La mise en œuvre et la maintenance de l'éclairage des accès, est à la charge de lot GO.

Les appareils d'éclairage ou projecteurs sont à disposer de manière à éclairer sans éblouir de façon gênante. Il est rappelé que les installations provisoires d'éclairage doivent être conçues pour assurer en tout point les niveaux d'éclairement minimaux ; De plus, la tension de l'éclairage sera adaptée en fonction des zones de travail spécifique

L'éclairage des postes de travail est à la charge des entreprises

Tirage de câbles

Travaux dans chambre de tirage => moyen d'accès adéquat, personnel dans chambre avec harnais accroché sur dispositif permettant de le sortir rapidement en cas de malaise (chèvre, cordes, ...)

Protection périphériques des chambres de tirage pour palier au risque de chute

Privilégier dérouleuse et balisage des zones de câbles en attente et zone de travail

Tuyauteries

Pose de la tuyauterie avec des protections collectives à privilégier. Si utilisation harnais ponctuelle => précisez dans PPSPS ancrage retenu, justifiez sa résistance, tenue et détaillez le matériel d'assujettissement utilisé par le personnel entre l'ancrage et le harnais,

Privilégiez l'assemblage au sol de l'ouvrage dans une zone propre, plane et bien balisée

Les procédures de travail doivent être suivies durant les travaux de montage pour s'assurer qu'aucun composant n'est laissé, à tout moment, sans être soutenu de manière adéquate. Aucune élingue ne doit être abaissée tant que le composant n'est pas fixé par d'autres moyens ;

Toutes les structures qui ne sont pas terminées sont laissées dans un état sécurisé et stable,

Protection contre les projections lors du meulage et lors des travaux de soudage (écran, bâches, ...).

La délimitation de la zone de travail en protections rigides lors du montage de grands ensembles et la signalisation afin d'interdire l'accès aux autres intervenants.

La protection contre les chutes d'objets, outils et matériels et chute de personnes au niveau des planchers, passerelles et plateformes de travail.

Un échafaudage n'est pas un support de matériel ou de tuyauteries. Il peut l'être sous condition préalable => note de calcul spécifique, ... il faut donc prévoir un supportage provisoire adapté

Soudures

Port des EPI adaptés

Travaux de soudure inox => mise en place d'équipement de captation à la source et les positionner de préférence sur l'extérieur du bâtiment

Privilégiez baguettes, électrodes n'engendrant pas des émissions nocives, privilégiez procédés et produits de soudage émettant moins de fumées

mise en place, en complément, d'une ventilation générale. Dans les espaces confinés, une ventilation mécanique est nécessaire

rejet à l'extérieur des fumées extraites

TRAVAUX EN COMBLES

Présence chemin technique platelage et éclairage à prévoir dès sortie du chemin technique, en assurer préalablement de la stabilité de ceux-ci et de la zone. Pas d'intervention en travailleur isolé

Fouilles tranchées évolutions d'engins :

Port du gilet fluorescent de classe 2. Mise en place d'hommes « trafic » pour entrées et sorties des véhicules.

Les trémies, fouilles seront matérialisées et protégées. Avertisseur de marche arrière sur les engins. Talutage

compatible avec la nature du terrain / blindage des tranchées, fouilles. Passerelles sécurisées avec gardes corps pour le franchissement des tranchées. Echelons incorporés dans les regards ou fosses.

Remblai des fouilles / tranchées au fur et à mesure. Les fouilles laissées ouvertes en fin de journée doivent être signalés et protégées par protections rigides. Nettoyage des voiries aussi souvent que nécessaire

Mise en place d'un accès sécurisé aux fouilles rampe, escalier, ...

Balisage des bords de fouille

Matérialisez les voies et les cheminements

Établissez un plan de circulation séparant les flux des engins

Aménagez et entretenez les voies de circulation

Veillez au bon conditionnement des charges sur les véhicules (respect des tonnages, arrimages et remplissages adaptés)

Indiquez et respectez la charge maximale d'utilisation de l'appareil (CMU)

Mécanisez les manutentions dans la mesure du possible

Balisez les zones interdites à la circulation

Application de revêtements routiers à chaud

Privilégiez la présence d'un système d'aspiration des fumées sur le finisseur

Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (gants, lunettes, vêtements de travail, protection respiratoire, chaussures à semelles isolantes)

Fournissez des boissons fraîches

Rappelez les consignes d'hygiène(lavage des mains...)

Rabotage de chaussée

Demandez les diagnostics avant travaux et HAP

Choisissez des machines équipées de systèmes d'aspiration et de capotage spéciaux (notamment sur les bandes transporteuses)

Entretenez les machines : fraises , protecteurs, systèmes d'arrosage et/ou d'aspiration)

Organisez les temps de travail et les postes pour limiter les temps d'exposition des salariés aux poussières

Humidifiez les zones rabotées

Équipez vos salariés avec les EPI spécifiques (dont protection respiratoire adaptée aux poussières, vêtements de travail)

En présence d'amiante : formations obligatoires pour l'encadrement et les opérateurs et méthodologie spécifique à mettre en place.

Curage, désamiantage

En phase curage, désamiantage aucune co-activité autorisée,

assurer en permanence la stabilité des ouvrages et proscrire toutes méthodologie pouvant menacer les immeubles limitrophes ainsi que le bâtiment

Isoler le chantier des voisins et du public par des protections collectives en adéquation avec les travaux à réaliser. Port des EPI adéquats pour le personnel.

Mode opératoire spécifique à fournir

Phase GO

Remblayez, stabilisez et aménagez les accès aux bâtiments et les pourtours

Protections des trémies en privilégiant protections collectives périphériques. Si mise en place de matériaux au-dessus, ceux-ci devront être suffisamment résistants et fixés

Mettre en place des protections collectives provisoires à l'avancement des élévations et sur les allèges et acrotères de moins de 1.00m, ceci avant tout accès à la dalle, laisser en place ces protections jusqu'à disparition du risque de chute de hauteur notamment en terrasses

Étaisements à installer suivant étude préalable

Intervention en toiture

Il n'est prévu aucune intervention en toiture

Si tel était le cas, il n'y a aucune sécurité en toiture, il y aura donc lieu de prévoir un moyen d'accès type sapine et une protection collective provisoire sur toute la périphérie préalablement à l'intervention

Menuiseries extérieures

Respect des protections mises en place par GO et suivre leur maintenance. Protéger le stockage des

vitrages. Les travaux en hauteur devront être réalisés avec du matériel conforme, en protections collectives. Les échelles ne sont des postes de travail mais des moyens d'accès. Effectif en adéquation avec la charge à mettre en place et privilégier auxiliaires de manutention

Précisez dans PPSPS les moyens mis en place pour travaux sur partie extérieure (joints, finition, ...) en privilégiant la protection collective

Détaillez les moyens d'appro à l'étage et sécurisation du personnel si démontage des protections, dans le PPSPS

#### Plomberie Chauffage gaz

Respect des protections mises en place et suivre leur maintenance.

Les travaux en hauteur devront être réalisés avec du matériel conforme, en protections collectives, Les échelles ne sont des postes de travail mais des moyens d'accès. Prévoir des consignations sur réseaux existants, prévoir des extincteurs pour tous travaux avec points chauds.

Si percement dalle, prendre en compte le risque lié à la silice cristalline (CMR) et protégez votre personnel

#### Electricité VMC

Respect des protections mises en place et suivre leur maintenance. Les travaux en hauteur devront être réalisés avec du matériel conforme, en protections collectives. Les échelles ne sont des postes de travail mais des moyens d'accès. Prévoir des consignations sur réseaux existants.

Si percement dalle, prendre en compte le risque lié à la silice cristalline (CMR) et protégez votre personnel

#### Doublages Menuiseries intérieures

Respect des protections mises en place et suivre leur maintenance.

Interdiction de démontage des protections de trémies pour manutention matériel à l'étage

Les cloisons en périphérie des trémies devront être montées en priorités => mode opératoire à fournir dans PPSPS détaillant la sécurisation du personnel si démontage des protections de trémies. Les travaux en hauteur devront être réalisés en protections collectives. Les échelles ne sont des postes de travail mais des moyens d'accès.

#### Carrelage, Sols souples, Peintures

Respect des protections mises en place et suivre leur maintenance.

Les travaux en hauteur devront être réalisés avec du matériel conforme, en protections collectives. Les échelles ne sont des postes de travail mais des moyens d'accès. Si utilisations de produits dangereux respect des FDS (EPI, stockage, ...), aérer les locaux, et veillez à baliser vos zones de travaux et interdire toute coactivité.

Si percement dalle, prendre en compte le risque lié à la silice cristalline (CMR) et protégez votre personnel

#### Déchets :

Mise en place de bennes à charge de GO,

A évacuer aussi souvent que nécessaire.

#### Nettoyage :

Zone de travail à maintenir propre et dégagée de tout obstacle, idem pour les cheminements, rangement et nettoyage quotidien

idem pour base vie

#### Voie chantier/ public :

A nettoyer aussi souvent que nécessaire

#### Sous traitants :

L'entreprise doit faire une demande d'agrément auprès du Maître d'ouvrage pour tout sous traitant qu'elle compte employer sur le chantier.

Le titulaire organise en concertation avec le CSPS la VIC du sous traitant et s'assurer de la transmission du PPSPS

#### Convention de prêt de main d'œuvre

Doit être conforme à la réglementation

En avertir le MOA, MOE et CSPS et l'indiquer dans le PPSPS

L'entreprise preteuse étant sous la responsabilité de l'entreprise demandeuse, elle devra être encadrée en

permanence par un personnel de l'entreprise demandeuse

#### CONSIGNES PARTICULIERES :

- Pour mémoire, chaque entreprise doit donner les instructions spécifiques à ses salariés, ses prestataires et livreurs... afin de connaître les risques qu'ils sont susceptibles de rencontrer sur le chantier
- Chaque responsable d'entreprise doit s'assurer que les zones où est appelé à intervenir son personnel sont bien équipées de protections collectives contre les chutes de hauteur et que ces protections sont adaptées à l'intervention de l'entreprise.

En aucun cas, le personnel ne doit intervenir dans une zone non ou mal protégée

Rappel de 2 notions primordiales du code du travail :

- **DROIT DE RETRAIT** : Tout salarié ou groupe de salariés peut se retirer d'une situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour lui ou les autres (article L.4131-1 du Code du Travail). Tant que persiste la situation de travail présentant un danger grave et imminent, l'employeur ne peut demander au salarié de reprendre son activité (article L.4131-1 du Code du Travail) Face à un danger grave, imminent et inévitable, l'employeur doit prendre les mesures et donner les instructions nécessaires pour permettre aux salariés d'arrêter leur activité et de se mettre en sécurité en quittant immédiatement le lieu de travail

- **DEVOIR D'ALERTE** Le travailleur alerte immédiatement l'employeur de toute situation de travail dont il a un motif raisonnable de penser qu'elle présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé ainsi que de toute défectuosité qu'il constate dans les systèmes de protection

#### ENTREPRISE ETRANGERE

Tout employeur établi hors de France qui prévoit d'effectuer des travaux/prestations sur le territoire français doit transmettre avant le début de son intervention en France une déclaration préalable de détachement de ses salariés à l'inspection du travail du lieu de réalisation de la prestation.

Présence obligatoire sur le chantier et en permanence d'une personne maîtrisant correctement le français, capable de comprendre les échanges avec les différents intervenants et de les traduire aux personnels

#### Circuit d'air comprimé

Les canalisations d'air comprimé devront être équipées d'estropes de sécurité pour empêcher le fouettement des flexibles en cas de rupture ou de déconnexion d'un raccord

#### chaleur, période estivale

En période estival, chaque salarié doit avoir à disposition en permanence AU MINIMUM de l'eau potable fraîche en quantité suffisante : au minimum 3 litres d'eau par jour et par personne, (quantité minimum en période "normale").

Le chef d'entreprise doit prendre en compte les risques induits par les conditions climatiques et adapter le travail en conséquence. La prévention la plus efficace conduit à éviter ou au moins à limiter le travail en extérieur par fortes chaleurs. En période de canicule, des mesures préventives simples et efficaces permettent de remédier aux effets de la chaleur :

- travailler de préférence aux heures les moins chaudes,
- effectuer une rotation des tâches avec des postes moins exposés,
- augmenter la fréquence des pauses,
- limiter le travail physique,
- installer des sources d'eau fraîche à proximité des postes de travail,
- aménager des aires de repos climatisées ou des zones d'ombre...

Ce point doit faire l'objet d'un avenant au PPSPS de la part de toutes les entreprises

#### NEIGE, GEL, FROID

La période de veille saisonnière couvrant la période du 1er novembre au 31 mars de l'année suivante.

#### MESURES A PRENDRE PAR L'EMPLOYEUR

Les mesures à prendre par l'employeur concernent à la fois les préventions collective et individuelle des risques d'atteinte à la santé :

- l'aménagement des postes de travail (exemple : chauffage adapté des locaux de travail lorsqu'ils existent ;



accès à des boissons chaudes, moyen de séchage et/ou stockage de vêtements de rechange ; aides à la manutention manuelle permettant de réduire la charge physique de travail et la transpiration) ;

- L'organisation du travail (exemple : planification des activités en extérieur ; limitation du temps de travail au froid, dont le travail sédentaire; organisation d'un régime de pauses adapté et un temps de récupération supplémentaire après des expositions à des températures très basses) ;

- les vêtements et équipements de protection contre le froid (exemple : adaptation de la tenue vestimentaire, qui devra permettre une bonne protection contre le froid sans nuire aux exigences inhérentes à la tâche à effectuer (mobilité et dextérité pour l'essentiel). La tenue adoptée devra, par ailleurs, être compatible avec les équipements de protection individuelle prévus pour d'autres risques (travail en hauteur, protection respiratoire...) lorsqu'ils sont utilisés conjointement avec les vêtements de protection contre le froid.

- En cas d'utilisation, dans des locaux professionnels, d'appareils générant du monoxyde de carbone (appareils à moteur thermique), l'employeur devra veiller à ce que les préconisations faites dans le cadre de la fiche dédiée au monoxyde de carbone soient mises en œuvre (cf. fiche 10 circulaire interministérielle). Il devra y être d'autant plus vigilant que les travailleurs exercent une activité dans des locaux de travail fermés (exemple : bâtiment en chantier (dont les ouvertures ont pu être volontairement obturées du fait des basses températures extérieures).

Consignes de sécurité en cas de vent

En cas de tempête ou de vent violent (rafales), les dispositions nécessaires seront prises pour assurer en permanence la stabilité des

éléments en cours de levage et la sécurisation du matériel en attente et stocké pour éviter tout envol. => Soir et WE ou avant une période d'absence

Accueil :

Il est rappelé que l'accueil du personnel de chantier doit être effectué par chaque entreprise, dès l'arrivée de son personnel sur le chantier. Les dispositions arrêtées en matière de sécurité et d'hygiène sur le chantier doivent lui être commentées.

#### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise (ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### 4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'entreprise du LOT GO aura obligation de le faire aux frais de l'entrepreneur responsable.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise Au cas où un entrepreneur ne remettrait pas en place les dispositifs de sécurité, l'entreprise du LOT GO aura obligation de le faire aux frais de l'entrepreneur responsable. En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### 4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . . ).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise.

Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

Si utilisation de produits dangereux, Fournir dans PPSPS tableau de synthèses avec nom du produit, risques, mesures de prévention associées, moyens de stockage, ...

#### 4.4. Equipement de levage

Mise en place de grues : voir détail dans l'annexe « Mise en place de grues »

##### 4.4.1. Autorisation de survol

L'entreprise a à sa charge l'obtention des autorisations auprès de la mairie et des éventuels riverains concernés.

En aucun cas, les charges transportées ne doivent survoler les zones occupées ni les constructions et lieux publics avoisinants.

Les zones énoncées ci-dessus ne doivent en aucun cas être survolées par une charge en cours de manutention. Des systèmes de limitation mécanique de zone sont mis en place sur les engins de levage, notamment pour les grues à tour si présentes sur le chantier. Un système d'interférence doit être mis en place pour les différentes grues du chantier. En cas de présence d'autres grues sur le site, le dernier arrivé (créant le risque de télescopage de grue) a à sa charge la mise en place d'un système d'interférence.

Le Plan d'Installation de Chantier matérialise les zones d'interdiction de survol des charges et l'implantation possible de la (les) grues avec les zones d'évolution de la (les) flèche(s) et de la (des) contre flèche.

L'entreprise doit mettre à disposition sur le chantier la documentation relative au type de dispositif mis en place, concernant la délimitation de rotation de la flèche, en fonction des différentes positions du chariot.

##### 4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

#### 4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

##### 4.5.1. Approvisionnements et stockage

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### 4.5.2. Travaux superposés

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### 4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état (obligation de moyens et de résultats).

Les entreprises indiqueront dans les P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou de préparations dangereuses pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion :

- Une copie des fiches de données sécurité de ces produits.
- Les règles de stockage de ces substances, en précisant notamment les installations électriques et les dispositifs de ventilation qu'elles mettront en œuvre, afin de prévenir tout risque d'explosion,
- Les dispositifs de ventilation des lieux de travail installés lors de l'utilisation de ces produits dangereux

L'entreprise mettra tout en œuvre pour privilégier l'utilisation de produits non dangereux.

**Le PPSPS comportera un paragraphe spécifique avec tableau de synthèse indiquant nom du produit, risques, mesures de prévention associées, stockage, ...**

**Procédure environnement de livraison des produits chimique => FDS pour les produits à fournir au préalable au service environnement pour vérification**

La FDS doit être en possession de l'entreprise sur le chantier, stockage suivant FDS, sur rétention couverte adapté au volume stocké

Dépotage sur zone adapté et avec kit antipollution sur zone

Attention à la compatibilité des produits entre eux, voir FDS, utilisation des EPI suivant FDS, prévoir DAP adapté

- La livraison de carburant sur le chantier : Dans une cuve ou directement sur la machine, posséder un kit antipollution sur zone => Procédure par contrôle ADR au niveau du poste de garde de la loge des étangs sur la zone dédiée à cet effet (Entrée Fournisseur usine).

#### 4.5.4. Protection contre le bruit

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,

- protection individuelle.

#### 4.5.5. Protection contre l'incendie

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

un permis feu sera établi pour tout travaux par point chaud

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud par le lot concerné par ces travaux à risque.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des moyens de lutte contre l'incendie.

L'entreprise générale mettra en place des extincteurs dans les cantonnements.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Les échafaudages ne peuvent être montés, démontés ou sensiblement modifiés que sous la direction d'une personne compétente et par des travailleurs qui ont reçu une formation adéquate et spécifique aux opérations envisagées. Un PV de réception est laissé sur le site.

L'entreprise doit, quotidiennement, réaliser ou faire réaliser un examen de l'état de conservation en vue de s'assurer que l'échafaudage n'a pas subi de dégradation perceptible pouvant créer des dangers.

Lorsque des mesures s'imposent pour remédier à ces dégradations, elles sont consignées sur le registre prévu à cet effet.

L'entreprise doit faire un examen approfondi de l'état de conservation de son échafaudage tous les 3 mois au maximum.

Sur le chantier, la notice du fabricant doit être disponible dans le registre de sécurité.

L'entreprise qui installe un échafaudage, de pied et/ou roulant doit :

- Apposer sur l'équipement en cours de montage, de modification, de dépose un PANNEAU ROUGE << ACCES INTERDIT >>

- Apposer sur celui-ci un panneau VERT << ACCES AUTORISE >> après vérification de conformité par la personne compétente et habilitée,

- Apposer en permanence un PANNEAU indiquant : LE NOM DE L'ENTREPRISE UTILISATRICE et SON NUMERO DE TELEPHONE.

Nota : Ces panneaux doivent pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

Des conventions inter entreprises pourront fixer les conditions de mise à disposition de matériels, les conditions de son utilisation spécifique et les moyens convenus pour leur rémunération entre les entreprises.

Ces conventions ne peuvent en aucun cas avoir pour effet de faire échec aux dispositions du présent PGC.

Nota : Ces panneaux devront pouvoir résister aux intempéries et être solidement fixés et lisibles.

- La co-activité de plusieurs entreprises lors de la réalisation des travaux présentant des risques spécifiques

(désamiantage, retrait de plomb par décapage thermique ou chimique, application de substances toxiques, terrassement par engins mécaniques, sablage, flocage, peinture, démolitions, etc.) ne sera pas autorisée.

- Des dispositions telles que le décalage des travaux, des interventions échelonnées seront à envisager avec le maître d'oeuvre pour prévenir les risques d'interférence des tâches

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les précautions seront prises par la planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

Si les travaux superposés ne peuvent être évités, c'est l'entrepreneur titulaire des travaux réalisés en partie haute qui a la charge de la mise en oeuvre et de l'entretien des dispositifs nécessaires pour assurer la protection du personnel situé au-dessous.

Ces dispositifs seront soumis à l'accord du maître d'oeuvre après avis du coordonnateur sécurité.

Dans les autres cas, avant de réaliser des travaux en hauteur, l'entrepreneur doit mettre en oeuvre tout dispositif utile pour interdire la circulation de personnel à l'aplomb de ses postes de travail comme, par exemple, un dispositif physique complété par des pancartes d'interdiction de pénétrer dans la zone

NB : L'utilisateur de l'échafaudage devra s'assurer que l'échafaudage mis à sa disposition est adapté aux travaux qu'il devra réaliser (étude de charge / hauteur de plancher / encoiraillement / etc).

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

Tout approvisionnement réalisé par un autre moyen que la grue à tour, doit être validé par le Maître d'œuvre, l'entreprise générale et le coordonnateur SPS.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne pourra être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne pourront s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier et véhicules de transport.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires devra être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'opération. TOUT ENGIN NON 0 JOUR DES VGP OU AVEC DE RESERVES NON LEVEES SE VERRA INTERDIRE L ACCES DU CHANTIER

#### 4.6. Moyens communs

#### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

**Sans Objet.**

#### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

**Sans Objet.**

#### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

**Sans Objet.**

#### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Si nécessaire, des auvents assurant une protection efficace (en fonction du poids des objets susceptibles de tomber) doivent être installés par l'entreprise à l'aplomb des accès du bâtiment.

L'entreprise générale veille à ce que l'entreprise qui génère un tel risque, en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, a à sa charge la fourniture, la mise en place et la maintenance de cette protection.

### **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Tri sélectif des déchets.

A la charge de GO , la mise en place et rotations des bennes, à charge de chaque entreprise d'évacuer ses déchets à l'avancement des travaux vers les benens

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise sera responsable de l'évacuation des déchets,. Dans le cas d'utilisation de bennes, leur remplacement devra être effectué à chaque fois que cela s'avèrera nécessaire, sans jamais que ces bennes débordent.

Les lieux de stockage des déchets ou gravois sur le chantier seront précisés sur le plan d'installation de chantier.

a) Compris une gestion efficace du tri sélectif conformément à la réglementation.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets et gravois jusqu'aux bennes mises à sa disposition. Aucun stockage ou dépôt sauvage de déchets ou gravois ne sera toléré sur le chantier.

Rappel :

1. DECHETS INERTES : terres et matériaux de terrassements non pollués, béton armé, pierres, briques, carrelages, ardoise, laine de roche, enrobés bitumineux, asphalte coulé.....
2. DECHETS DANGEREUX (DIBS) : bois traités avec des sels ou oxydes de métaux lourds, amiante, accumulateurs, piles, peintures, solvants, accessoires et matériaux souillés, (pinceaux, brosses, filtres, masques, gants...), agents chimiques (ignifuges, pesticides...), huile (vidange...), tubes fluorescents.....
3. DECHETS INDUSTRIELS BANALS (DIB) : bois non traités, déchets verts, plâtres, métaux, matières plastiques, caoutchouc, pneus, textiles, moquettes, colles et mastics à l'eau, polystyrènes expansés, verre.....
4. les emballages sont traités à part mais obligatoirement valorisés.
5. IL EST RAPPELE QUE TOUT BRULAGE EST INTERDIT.

### 5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### 5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.



## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
  - Application de la loi anti-endommagement
  - D.I.C.T - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :
    - DT à charge du maître d'ouvrage
    - Application de la loi anti-endommagement
    - D.I.C.T, (validité : 2 mois) - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux.La synthèse des retours de DICT doit être fournie dans le PPSPS. Les réseaux existants dans l'emprise du chantier seront matérialisés visuellement par le ENTREPRISE GENERALE dès le démarrage des travaux
  - Demandes d'arrêtés - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux.
  - Autorisations concessionnaires - Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux.
- Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol. Une copie sera adressée au coordonnateur.
- Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

- Demandes d'arrêtés -
- Autorisations concessionnaires -

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitante) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre.

Les entreprises (notamment : Terrassement-VRD, espaces verts, gros œuvre . . . ) établissent les déclarations d'intention de commencer les travaux (DICT) auprès des exploitants ou des concessionnaires concernés. Ces DICT accompagnées des réponses des exploitants ou des concessionnaires concernés sont présentées à la maîtrise d'œuvre

Les travaux ne peuvent commencer sur ordre de la maîtrise d'œuvre que lorsque les recommandations, les mesures de prévention ou de sécurité ou les moyens de protection mentionnés dans les réponses aux DICT sont effectivement mis en oeuvre, éventuellement en concertation avec les exploitants ou les concessionnaires concernés.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Le chantier se trouve dans une zone hospitalière avec une circulation de véhicules et de camions importantes. De ce fait, les livraisons seront adaptées suivant créneaux horaires spécifiques afin de ne pas bloquer la voie d'accès

### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

non connu à ce jour

### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

LAISSER ACCES CHAUFFERIE ET LAISSE LIBRE ACCES FACADE POUR POMPIER  
Permis feu via service sécurité => journalier, extincteur à fournir par EE (désactivation DI à demander préalablement)  
SI évacuation, se rassembler au Point de rassemblement  
Consignes d'hygiène et sécurité du CH à respecter  
Se présenter systématiquement auprès du PC sécurité en arrivant et au départ du site  
Consignation réseaux et fluides par services techniques  
BASE VIE SUR PARKING CHAUFFERIE  
Enregistrement entreprise au poste de sécurité entrée bâtiment M badge journalier => chef de chantier  
RIA existant dans couloir bâtiment  
En cas d'accident, prévenance PC sécurité 03 27 56 55 48, pas d'appel secours externe  
Pas d'interaction avec personnel et public  
Attention à la gestion des poussières car services radiologie à proximité  
combles => chemin technique platelage et éclairage à prévoir dès sortie du chemin technique, en assurer la stabilité  
consignation elec par services techniques, interdiction par les entreprises  
accès chantier uniquement par porte sortie de secours et non accès principal. Condamnation accès donnant sur circulation principale

### 6.5. Permis de feu (prévention incendie et explosion)

réalisation de permis feu avec exploitant

### 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Les travaux sont réalisés en site occupé.

Au-delà de la nécessité de maintenir l'activité pendant la durée du chantier, c'est le fonctionnement même du site qui est concerné par l'exécution des travaux. Deux aspects sont à considérer :

- Fonctionnalité : Les études d'exécution intégreront une organisation des travaux qui permettra pendant toute la durée du chantier d'assurer le maintien des fonctions administratives du site.
- Accessibilité des locaux et travaux à réaliser en maintien d'activité,
- Limitation au maximum des interruptions de la circulation piétonne, VL et PL,
- Nuisances : L'exécution de travaux en site occupé génère obligatoirement des nuisances qui, dans un environnement urbain peuvent constituer des gênes, de plusieurs ordres :
  - o Acoustiques et vibratoires,
  - o Pollutions particulaires (poussière gravats, etc...),
  - o Les autres pollutions (gazeuse, olfactive, etc...).

Chaque Entreprise incorpore dès les premières études une organisation des travaux ayant pour objectif de supprimer ou réduire les différentes nuisances pouvant être occasionnées.

L'objet est de permettre le maintien de l'activité des services périphériques aux travaux, sans contraintes spécifiques pour les opérateurs, ni risque pour les salariés.

Toutes précautions devront être prises afin qu'à aucun moment un occupant ou un visiteur du local ne puisse être exposé à un danger quelconque.

La protection des équipements, mobiliers, de l'ensemble des matériaux et outillage devra faire l'objet d'une attention particulière et permanente.

Les travaux sont à réaliser sur un site occupé, aussi toutes les sujétions relatives :

- à l'accessibilité des parties communes et privatives de la clinique,

- à la sécurité des patients, des employés, des visiteurs et des intervenants et des équipes travaux, Les travaux ne devront pas apporter de coupures dans l'utilisation des équipements de santé, de l'eau, de l'électricité, du gaz, du téléphone et de la télévision.

Il est en outre précisé que les coupures d'équipement éventuellement nécessaires à l'exécution des travaux ne devront en aucun cas affecter les parties de l'immeuble, autres que celles faisant l'objet de l'intervention.

Toutes les suspensions de services (eau, gaz, électricité, téléphone, TV...) nécessaires à l'exécution des travaux devront être ponctuelles et précédées d'une large information préalable auprès des usagers par l'Entreprise (affiche dans le hall et information dans les boîtes aux lettres) et, en tout état de cause, ne pas excéder un horaire compris entre 9h et 18h

Les travaux s'effectueront bien entendu de manière à :

- garantir la sécurité des habitants et des riverains,
- respecter les consignes du coordonnateur SPS,
- protéger les existants,
- se conformer aux modalités d'intervention en vigueur en site occupé.

Ainsi, l'Entrepreneur prendra toutes mesures pour éviter la propagation des poussières, par la mise en place d'écran réalisé par bâche, film plastique ou tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. Les déchets devront être évacués au fur et à mesure selon la réglementation en vigueur, aux soins et aux frais de chaque Entrepreneur.

l'organisation du chantier doit être telle qu'il n'y ait pas aggravation du risque ni au niveau de la sécurité incendie, à l'évacuation des personnes, ni au niveau de la sécurité des personnes pendant la durée des travaux, ni aux biens.

Toutes dispositions seront à prendre par l'Entrepreneur pour garantir, dans tous les cas, la sécurité des patients, des passants, du personnel de l'Entreprise, des riverains. Les matériels et outillages, ainsi que les échelles, dès lors qu'ils présentent un risque vis-à-vis des enfants/ personnes âgées et personnels, devront être entreposés et protégés de telle sorte qu'ils n'engendrent aucun danger.

Remplacement des luminaires : caractère assez ponctuel des interventions, car à priori, pas de modification du câblage ou autres modifications (type VR élec par exemple).

- Remplacement des menuiseries extérieures : nécessité de disposer des locaux non occupés par les patients et les soignants et de les vider partiellement. Mise en place par l'extérieur et intervention ponctuelle à l'intérieur pour finition (placo, encadrement...). Mise en place de l'échafaudage par l'extérieur

Mise en place de l'isolation extérieure sur les façades Gérer les vues vers les locaux avec les protections en polyane en amont des travaux.

- Circulation du personnel de chantier au sein de l'établissement : gestion des accès, autorisations, etc. à limiter au maximum. L'établissement indique qu'il est possible d'entrer dans les unités, mais qu'il faut être autorisé pour en sortir (codes) et bien refermer les portes après son passage.

- Gestion du bruit (exemple : percements) : éviter le bruit d'une façon générale, mais surtout éviter les travaux bruyants aux R+1 et R+2 entre 9h15 et 10h00, car c'est le moment des transmissions.

Jardin thérapeutique : attention à la présence de patients à risque élevé de violence. En cas de mise en oeuvre d'échafaudage, assurer la clôture avec le jardin. Ce jardin n'étant pas utilisé pendant la période octobre – avril, prioriser cette période pour les interventions en façades.

-Fluides médicaux (C<sup>2</sup>) : pas de coupure possible. Anticiper les interventions pour la mise en place de bouteilles et limiter la durée de ce fonctionnement provisoire à 24h au plus. Anticiper l'intervention et communiquer à la MOA. Obligation d'avoir la présence du pharmacien pour cette intervention.

-La MOA envisage la possibilité de libérer 1 ou 2 chambres tampons pour la réalisation des travaux. + 1 chambre inutilisée au R+1. Attention, les patients ne pourront pas être déplacés au gré des travaux, il s'agira plutôt d'adapter le planning à l'occupation des locaux.

-Envisager la possibilité de regrouper les activités des pôles médicaux sur l'autre partie de la façade pendant la réalisation des travaux sur la façade

Travaux au rez-de-chaussée : compte-tenu du ralentissement de l'activité en période estivale (juillet – août), privilégier cette période pour les travaux concernant le rez-de-chaussée

## **6.7. Locaux témoins**

Sans objet

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

En cas d'accident, alerter immédiatement les services de secours,

Préciser :

- la qualité du demandeur (nom et Entreprise),
- la nature de l'accident,
- l'endroit exact, niveau, localisation, etc. ainsi que le numéro du poste d'appel,
- le nombre d'accidentés.

Attendre l'accusé de réception de votre appel avant de couper la communication.

Avertir le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur.

Uniquement si vous êtes secouriste, faites les premiers gestes qui peuvent sauver.

En cas d'alerte incendie évacué par les escaliers de secours

#### Matériel de secours:

Chaque entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers soins à compléter régulièrement. Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés des endroits où ces trousse sont entreposées, du plan d'évacuation des zones de travaux, de la localisation des escaliers d'évacuations.

**Les soins aux victimes d'accident ou malades sont assurés par du personnel compétent.**

**Le transport des accidentés et malades graves est assuré par les services de secours.**

**Les entreprises doivent préciser dans leur PPSPS, les mesures d'organisation qu'elles mettent en oeuvre en cas d'accident.**

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

## **7.6. Point de rencontre secours**

A préciser sur le plan d'installation de chantier.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### **EN CAS D'ACCIDENT**

**Appelez le PC SECURITE ET  
NON LES POMPIERS SMUR**



**03 27 56 55 48**

et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : CREATION ESPACES CONSULTATIONS EXTERNES CH AVESNES SUR HELPE**

Adresse : CH DU PAYS D'AVESNES  
46 Rte d'Haut Lieu 59440 AVESNES SUR HELPE

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

A préciser sur le plan d'installation de chantier.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## **ANNEXES AU P.G.C.**

### **Liste des pièces jointes au P.G.C.**

- Annexe\_Mise\_en\_place\_de\_grues
- Annexe\_Presence\_Amiante
- DAAT Passerelle
- DAAT Rapport complet
- DHOL 2